

TENDANCES MONDIALES DE L'EMPLOI

JANVIER 2008

Page de copyright

Avant-propos

Le document des Tendances mondiales de l'emploi arrive cette année à un moment crucial, et ce pour au moins trois raisons :

Première raison : la mondialisation et l'évolution rapide des progrès techniques continuent d'avoir un impact sur les marchés du travail de par le monde. Ces changements s'accompagnent de défis importants mais l'environnement économique en mutation génère également des possibilités accrues pour les personnes s'efforçant d'améliorer leur mode de vie. C'est sans doute la première fois que des turbulences survenues dans une région économiquement forte (à savoir la région des économies développées et l'UE et, en tête de pont, les Etats-Unis par suite de la hausse des prix du pétrole et des remous du marché immobilier) n'ont jusqu'ici pas eu d'effets sur d'autres régions ; ce qui peut être attribué à une plus grande solidité économique d'autres régions du monde résultant d'une moindre dépendance d'une région quelconque à l'égard de l'autre, ainsi qu'à des liens régionaux renforcés et, partant, une plus grande indépendance. Il faut toutefois examiner avec soin les risques qui se profilent pour l'économie mondiale en 2008. Même si l'on ne s'attend pas à un ralentissement mondial sérieux, la question importante est de savoir comment les marchés mondiaux du travail réagiront à un ralentissement de la croissance, fût-il léger, ou à une incertitude éventuellement croissante.

Deuxième raison : toutes les régions sont-elles à présent plus intégrées et plus fortes qu'auparavant ? Oui, dans la mesure où, ces derniers temps, même les régions les plus pauvres ont été plus impliquées dans les marchés internationaux, ce qui s'est accompagné d'un effet non négligeable sur leurs marchés du travail. De nombreux chercheurs et responsables politiques sont même optimistes concernant les progrès économiques réalisés en Afrique subsaharienne. Toutefois, comme le montre l'analyse présentée dans ce rapport sur les Tendances mondiales de l'emploi, le déficit mondial de travail décent demeure considérable. Avec cinq personnes sur dix dans le monde en situation d'emploi vulnérable et quatre sur dix vivant avec leurs familles dans la pauvreté bien qu'elles travaillent, les défis en perspective restent impressionnants. Le progrès économique ne conduit pas automatiquement au progrès dans le monde du travail. Il faut un engagement actif et une décision sans faille de mettre les politiques du marché du travail au centre de la croissance et des politiques macroéconomiques pour garantir un progrès économique complet ne conduisant pas à des inégalités croissantes. Ce n'est que si les pays utilisent leurs marchés du travail pour rendre leur croissance exhaustive que leurs avancées auront une chance réelle d'être durables.

Troisième raison : eu égard à la conviction de plus en plus répandue que le travail décent est la seule voie pour sortir de la pauvreté, le plein emploi productif et le travail décent pour tous ont été présentés comme un nouvel cible à atteindre au titre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) 1, pour réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté. Le BIT a mis au point un ensemble d'indicateurs pour mesurer les progrès réalisés au titre de cet objectif. Le rapport sur les Tendances mondiales de l'emploi 2008 saisit cette occasion pour analyser l'ensemble des indicateurs du marché du travail retenus pour voir où en sont les régions par rapport à ce nouvel objectif. L'importance croissante de l'Agenda du travail décent et l'engagement qu'il suscite sont également visibles dans les intenses activités inter-agences et intergouvernementales. Ainsi, entre autres activités, le Conseil économique et social des NU (ECOSOC) a approuvé en 2006 une Déclaration ministérielle encourageant le système des NU à mettre au point une panoplie de mesures pour l'intégration de l'emploi et du travail décent. Depuis lors, l'OIT a travaillé en étroite collaboration avec d'autres agences par l'intermédiaire des Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination présidé par le Secrétaire général Ban Ki-moon. Le produit final, une panoplie de mesures du Conseil pour l'intégration de l'emploi et du travail décent, est conçu pour aider les organisations de tout le système multilatéral à évaluer et à améliorer les résultats en matière d'emploi et de travail décent dans le cadre de leurs propres politiques, programmes et activités.

Ce document veut contribuer à une meilleure compréhension des marchés du travail dans le monde. En identifiant les défis auxquels chaque région se trouve confrontée en termes de marchés du travail, les gouvernements et les organisations internationales pourront mieux aider à mettre en place et adopter des politiques du marché du travail.

Le rapport *Tendances mondiales de l'emploi* est établi et publié annuellement depuis 2003. Des éditions spéciales ont été publiées pour analyser les tendances du marché du travail pour les jeunes (2004 et 2006), pour les femmes (2004 et 2007), pour certaines régions, par exemple le supplément aux Tendances

mondiales de l'emploi pour l'Europe et l'Asie centrale (2005) et les Tendances mondiales de l'emploi en Afrique (2007) et, dans certains cas particuliers, à la suite d'événements tels que le Tsunami (2005) et le tremblement de terre au Pakistan (2005). Ces publications sont devenues un moyen régulier d'informer les mandants de l'OIT, ainsi qu'un public plus large, sur les tendances du marché du travail aux niveaux mondial et régional. De plus en plus, la communauté des chercheurs utilise elle aussi pour ses publications et ses projets de recherche les données publiées et l'analyse proposée.

L'analyse des Tendances mondiales de l'emploi est basée sur trois modèles économétriques : le modèle des tendances de la pauvreté au travail ; le modèle des tendances de la main d'œuvre ; et le modèle des tendances mondiales de l'emploi. (Pour plus de précisions sur les modèles d'estimation, voir : <http://www.ilo/trends>.) Ces modèles sont uniques dans la mesure où ils sont les seuls à donner des informations sur les marchés du travail régionaux pour toutes les régions du monde. L'équipe des Tendances mondiales de l'emploi du BIT travaille en permanence à préserver, actualiser et améliorer le modèle afin d'obtenir de meilleures estimations.

Remerciements

L'édition 208 des *Tendances mondiales de l'emploi* a été préparée par l'Équipe des Tendances de l'emploi du BIT, sous la direction de Lawrence Jeff Johnson et la responsabilité de Dorothea Schmidt. Sa publication n'aurait pas été possible sans les contributions majeures de Sara Elder, Mischa de Gier et Theo Sparreboom

Le manuscrit a largement bénéficié des observations et suggestions de la direction du Secteur de l'emploi du BIT, notamment de José Manuel Salazar-Xirinachs et Duncan Campbell, de même que de Stephen Pursey du Département des statistiques et de l'intégration des politiques et Rafael Diez de Medina du Bureau du Directeur général. Le rapport a été révisé par Evelyn Ralph.

Le modèle des Tendances mondiales de l'emploi, sur lequel se base ce document, n'aurait pas été possible sans la collaboration permanente du Bureau de Statistiques du BIT (STAT) ; pas plus que ne l'aurait été l'élaboration du modèle économétrique d'estimations mondiales et régionales sans la collecte et la préparation des données réalisées par Philippe Blet, Isabelle Guillet et Alan Wittrup. L'étude et la mise au point ont bénéficié de l'étroite collaboration avec Steven Kapsos (Bureau régional de l'OIT pour l'Asie). Theo Sparreboom (Siège de l'OIT) et Ina Pietschmann (OIT Pakistan) ont été chargés du tirage de la présente édition.

L'équipe continue de bénéficier de fructueux échanges avec les bureaux régionaux et sous-régionaux de l'OIT. Elle remercie tout particulièrement Steven Kapsos et Gyorgy Sziraczki (Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique), Monica Castillo (Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes) et Tariq Haq (Bureau régional de l'OIT pour les Etats arabes, Beyrouth).

La préparation et la mise au point définitive de cette publication doivent beaucoup à l'aide et au travail professionnel apportés par l'équipe de la Section Impression pour la mise en forme et l'impression du manuscrit. Enfin, les membres de l'équipe souhaitent faire part de leur profonde gratitude aux personnes non citées ici qui ont apporté leur aide et leurs conseils tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet.

Pour finir, nous tenons à remercier Zohreh Tabatabai, Laetitia Dard, Karen Naets-Sekiguchi, Tom Netter et l'ensemble de nos collègues du Département de la Communication et de l'Information du public de leur collaboration et de leur soutien sans relâche pour porter les Tendances mondiales de l'emploi à l'attention des médias du monde entier.

Table des matières

1. Situation mondiale de l'emploi.....	9
2. Afrique subsaharienne.....	14
3. Afrique du Nord.....	17
4. Moyen-Orient.....	20
5. Amérique latine et Caraïbes.....	22
6. Asie de l'Est.....	25
7. Asie du Sud-est et Pacifique.....	27
8. Asie du Sud.....	30
9. Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI.....	33
10. Economies développées et Union européenne.....	35
11. Conclusion.....	38
Annexe 1: Tableaux.....	39
Annexe 2: Principaux indicateurs des marchés du travail régionaux et questions à examiner	45
Annexe 3: Répartition régionale des ICMT	56

Figures

Figure 1: Tendances mondiales de l'emploi et du chômage, 1997-2007*.....	10
Figure 2: Part des régions dans la création nette mondiale d'emplois en 2007*.....	11
Figure 3: Répartition sectorielle de l'emploi (%) dans le monde, 1997 à 2007.....	11
Figure 4a: Productivité du travail mesurée en termes de rendement par personne employée dans les différentes régions du monde, niveaux de 1997 à 2007	12
Figure 4b: Productivité du travail mesurée en termes de rendement par personne employée dans les différentes régions du monde, pourcentage de changement par rapport à 1997.....	13
Figure 5: Ratios emploi-population pour les hommes et les femmes, dans le monde et par région, 1997 et 2007.....	21
Figure 6: Taux de chômage total des jeunes, dans le monde et par région, 2007.....	26
Figure 7: Proportions de jeunes (15-24 ans) dans la population d'âge actif dans le mondialisation et par région, 1991 et 2015.....	34
Figure 8: Répartition des emplois dans l'emploi total, 2007 toutes régions.....	37

Encadrés

Encadré 1: L'importance de l'agriculture pour le processus de développement dans l'Afrique subsaharienne.....	15
Encadré 2: Les femmes entrepreneurs : à la fois un défi et une chance pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.....	18
Encadré 3: Exclusion et discrimination sociales en Amérique latine et Caraïbes.....	23
Encadré 4: Micro-analyse de la pauvreté au travail aux Philippines.....	28
Encadré 5: Analyse de la vulnérabilité du marché du travail : l'exemple du Pakistan.....	32

1. Situation mondiale de l'emploi

La forte croissance du PIB s'est poursuivie en 2007, à un taux de 5,2 pour cent pour l'ensemble du globe.¹ Une fois de plus, cela a entraîné la stabilisation des marchés du travail dans le monde en 2007, avec un nombre plus élevé de personnes au travail² : 3,0 milliards de personnes âgées de 15 ans et plus, soit une hausse de 1,6 pour cent par rapport à l'année précédente et de 17,4 pour cent depuis 1997 (voir Figure 1).³ Sur les près de 45 millions d'emplois créés entre 2006 et 2007, la majorité l'a été en Asie du Sud (voir Figure 2). Les niveaux de la productivité ont plus augmenté que les niveaux de l'emploi, ce qui confirme également une tendance apparue dans les années antérieures. Le nombre total de 189,9 millions de chômeurs en 2007 n'est que légèrement supérieur à celui de l'année précédente. Le taux de chômage mondial est demeuré constant à 6,0 pour cent (voir Figure 1).

Quelles sont à présent les perspectives pour 2008 ? Les turbulences provoquées par une crise dans le secteur immobilier aux E.U. et la menace permanente de hausse des prix du pétrole vont-elles freiner la croissance du PIB et faire courir un risque aux marchés du travail ? Le FMI⁴ a réduit de 4,9 pour cent (estimation d'avril) à 4,8 pour cent l'estimation de croissance du PIB pour 2008 pour l'ensemble du monde. Cette révision à la baisse globale résulte d'un ajustement à la baisse pour les Economies développées et Union européenne, pour lesquelles le taux de croissance de 2,6 pour cent initialement attendu a été ramené à 2,2 pour cent. Toutefois, avec la mondialisation croissante et la participation d'un nombre de plus en plus grand de pays, un ralentissement dans cette région importante n'a jusqu'ici, et sans doute pour la première fois, pas eu d'effet négatif sur les performances de l'économie et du marché du travail du reste du monde. Et, selon le FMI, même si le risque d'un ralentissement de l'économie mondiale existe en 2008, il y a également une chance que d'autres régions soient suffisamment fortes et indépendantes pour contrebalancer ce ralentissement des économies industrialisées. De ce fait, le PIB d'autres régions s'est vu révisé à la hausse par rapport aux estimations d'avril. S'il s'avère que la croissance mondiale ne dépend plus uniquement des performances du monde industrialisé, le fait que 240 000 emplois de moins seront créés dans les Economies développées et Union européenne par suite du ralentissement de la croissance – ce qui a motivé la révision à la baisse opérée par le FMI – se trouvera plus que compensé par la création d'emplois dans le reste du monde. Nous continuons toutefois d'attendre une augmentation totale de 2 millions d'emplois pour cette région.

Dans l'ensemble, les emplois devraient augmenter de quelque 40 millions en 2008. Les chômeurs pourraient augmenter encore de 5 millions, soit une légère augmentation du taux de chômage qui atteindrait 6,1 pour cent en 2008.

Les défis que les régions doivent relever demeurent en partie inchangés. Au faible impact de la croissance sur la création d'emplois vient encore s'ajouter un autre sujet d'inquiétude : la croissance actuelle (déjà légèrement en baisse) n'a pas suffisamment d'impact pour pouvoir réduire les niveaux de la pauvreté au travail, en particulier dans les régions pauvres du globe. Il existe encore de par le monde 486,7 millions de travailleurs qui ne gagnent pas suffisamment pour se hisser, avec leur famille, au-dessus du seuil de pauvreté fixé à un dollar EU par jour et 1,3 milliard de travailleurs ne gagnent pas suffisamment pour franchir, avec leur famille, le seuil de 2 dollars EU par jour. En d'autres termes, bien qu'ils travaillent, plus de quatre

¹ Pour une analyse détaillée de la situation économique en 2007, voir Nations Unies (NU), *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2007*, New York, 2007. <http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html>.

² L'expression « au travail » désigne globalement **toutes** les personnes employées selon la définition du BIT, c'est-à-dire les travailleurs autonomes, les employés, les employeurs ainsi que les membres de la famille non rémunérés. Ainsi, il n'existe aucune distinction entre l'emploi dans le secteur formel et celui dans le secteur informel. Les termes et expressions « employés », « au travail », « travaillant » et « ayant un travail » sont utilisés comme synonymes dans le présent document.

³ Les informations sur les marchés du travail nationaux nécessaires pour établir les estimations mondiales et régionales sont tirées du BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*, (ICMT), 5^e Edition, Genève, 2007 <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/kilm/index.htm>.

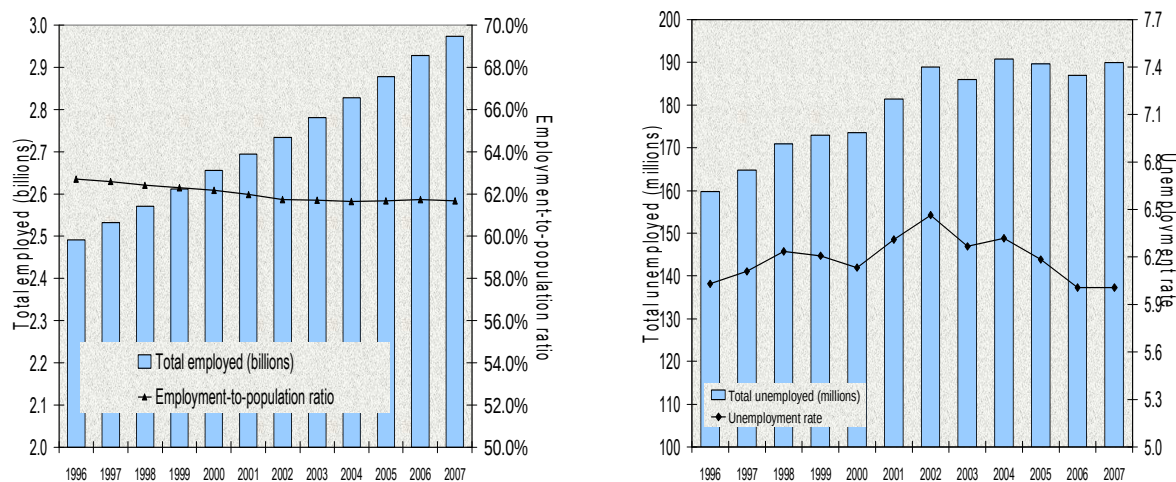
Pour les détails méthodologiques sur le calcul des estimations mondiales et régionales, voir : <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/wrest.htm>.

⁴ Fonds monétaire international, FMI, *Perspectives de l'économie mondiale, Mondialisation et inégalité*, Washington, Octobre 2007, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/02/index.htm>.

travailleurs sur dix sont pauvres. Pour maîtriser durablement le chômage et la pauvreté au travail, il est essentiel de profiter des périodes de forte croissance pour créer des emplois plus décents et productifs. La réduction du chômage et de la pauvreté au travail par la création de tels emplois doit être considérée comme une condition préalable à une croissance économique soutenue.

L'examen de la proportion de la population d'âge actif (15 ans et plus) ayant un emploi (ce que l'on nomme le ratio emploi-population) a fait apparaître une baisse entre 1997 et 2007. Cette proportion était de 61,7 pour cent en 2007, soit près de 1 point de pourcentage de moins qu'il y a 10 ans (voir Figure 1 et Tableau 3). La baisse était plus marquée chez les jeunes (15 à 24 ans). À l'intérieur de ce groupe, le ratio a chuté de 50,6 pour cent en 1997 à 47,8 pour cent en 2007. La proportion en hausse de jeunes en éducation pourrait expliquer en partie cette chute. Mais, dans certaines régions, un découragement croissant des jeunes à intégrer les marchés du travail contribue également à cette baisse. L'écart entre hommes et femmes s'est maintenu, 49,1 pour cent des femmes en âge de travailler étant employées en 2007 et 74,3 pour cent des hommes.

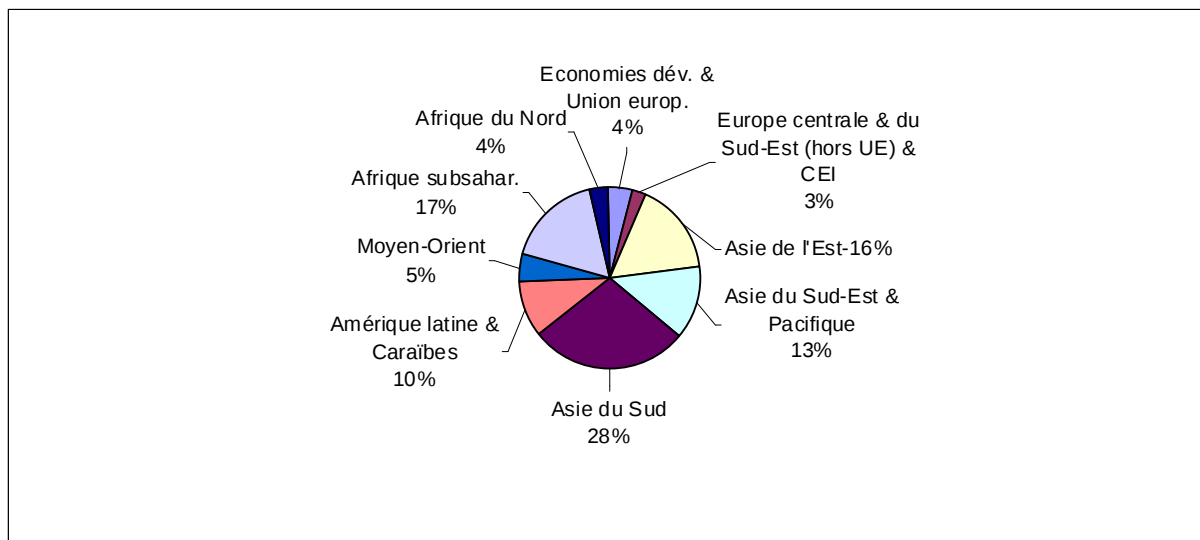
Figure 1 : Tendances mondiales de l'emploi et du chômage, 1997-2007*



Source: BIT, *Modèle des Tendances mondiales de l'emploi*, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1. * Les estimations 2007 sont préliminaires

L'écart d'activité professionnelle entre les sexes est une autre indication de chances plus limitées qu'ont les femmes d'accéder au monde du travail (voir Tableau 2). En 2007, 52,5 pour cent de l'ensemble des femmes d'âge actif étaient soit à la recherche d'un travail, soit au travail, ce que mesurent les taux de participation. Ce taux était légèrement inférieur à ce qu'il était il y a 10 ans. Ce changement mineur traduit deux tendances divergentes : une augmentation de la participation du groupe d'âge intermédiaire et une diminution de la participation des jeunes. Ce phénomène tient principalement à une participation d'un plus grand nombre de femmes à l'éducation, ce qui devrait évidemment améliorer leurs chances sur le marché du travail. Chez les hommes, les taux de participation ont baissé de 80,4 pour cent en 1997 à 78,8 pour cent en 2007.

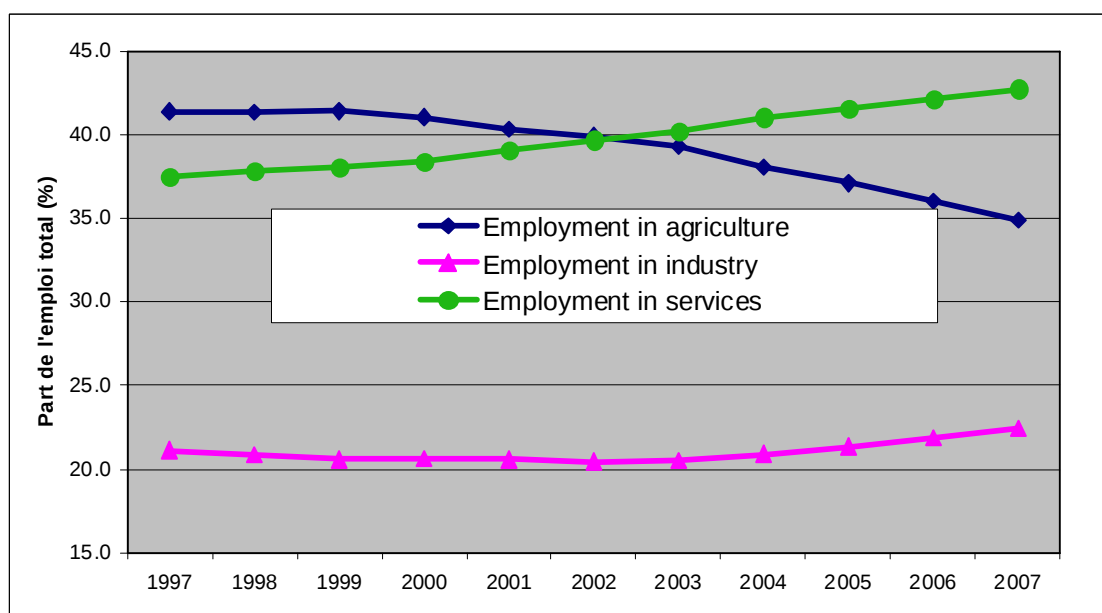
Figure 2 : Part des régions dans la création nette mondiale d'emplois en 2007*



Source: BIT, *Modèle des Tendances mondiales de l'emploi*, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1. * Les estimations 2007 sont préliminaires

En 2007, le secteur des services a encore pris de l'avance sur le secteur agricole en termes de contribution à l'emploi dans le monde, offrant à présent 42,7 pour cent des emplois alors que l'agriculture n'en offre plus que 34,9 pour cent. Le secteur de l'industrie, qui avait enregistré une légère tendance à la baisse entre 1997 et 2003, a poursuivi sa lente reprise de ces dernières années, offrant 22,4 pour cent des emplois en 2007 (voir Figure 3 et Tableau 4).

Figure 3 : Répartition sectorielle de l'emploi (%) dans le monde, de 1997 à 2007



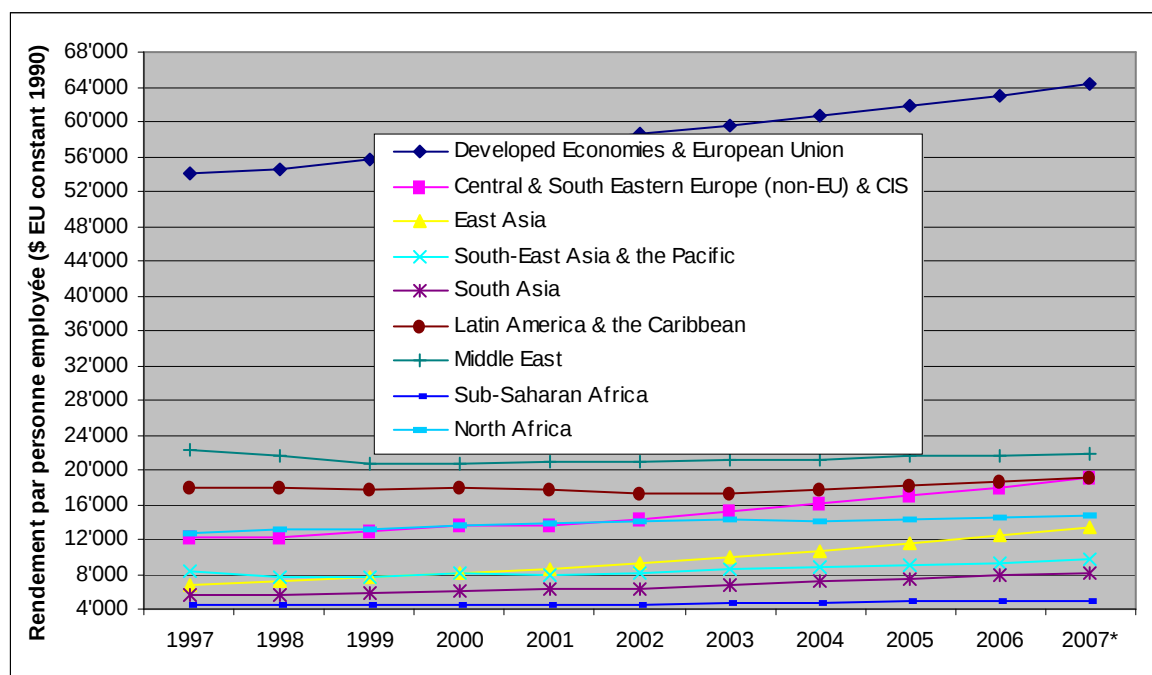
Source: BIT, *Modèle des Tendances mondiales de l'emploi*, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1. * Les estimations 2007 sont préliminaires. Les estimations faites pour l'édition des Tendances mondiales de l'emploi de l'an dernier ont montré que le secteur des services a devancé le secteur agricole en 2006. Suite à la révision de données relatives à certaines grandes économies asiatiques, les estimations de cette année montrent que c'était déjà le cas en 2003.

En 2007, sur dix personnes ayant un travail, cinq étaient des travailleurs aidant leur famille ou des travailleurs à leur compte. Ce ratio d'emploi vulnérable⁵ était à peine inférieur à celui d'il y a 10 ans. Sur toutes les personnes employées, pas même la moitié ne jouissait de la sécurité éventuellement offerte par des emplois salariés. En tenant compte du fait que, dans les régions pauvres, un emploi salarié peut encore ne pas garantir tous les éléments constitutifs d'un travail décent, on comprendra que seule une minorité de personnes au travail a un emploi correctement payé, respectueux de leurs droits du travail fondamentaux, dans lequel elles disposent de la possibilité de s'exprimer et d'une certaine sécurité en cas de perte d'emploi.

Comme le montrent les Figures 4a et 4b, la productivité a augmenté dans toutes les régions à l'exception du Moyen-Orient. L'Asie de l'Est a enregistré la plus forte hausse, mais la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI a elle aussi connu une forte augmentation. Ces régions ont à présent atteint le niveau de l'Amérique latine et Caraïbes. La Figure 4 montre que l'écart entre les régions en développement et le monde développé est énorme et continue d'augmenter, même pour les régions obtenant de bons résultats.

Figure 4 a

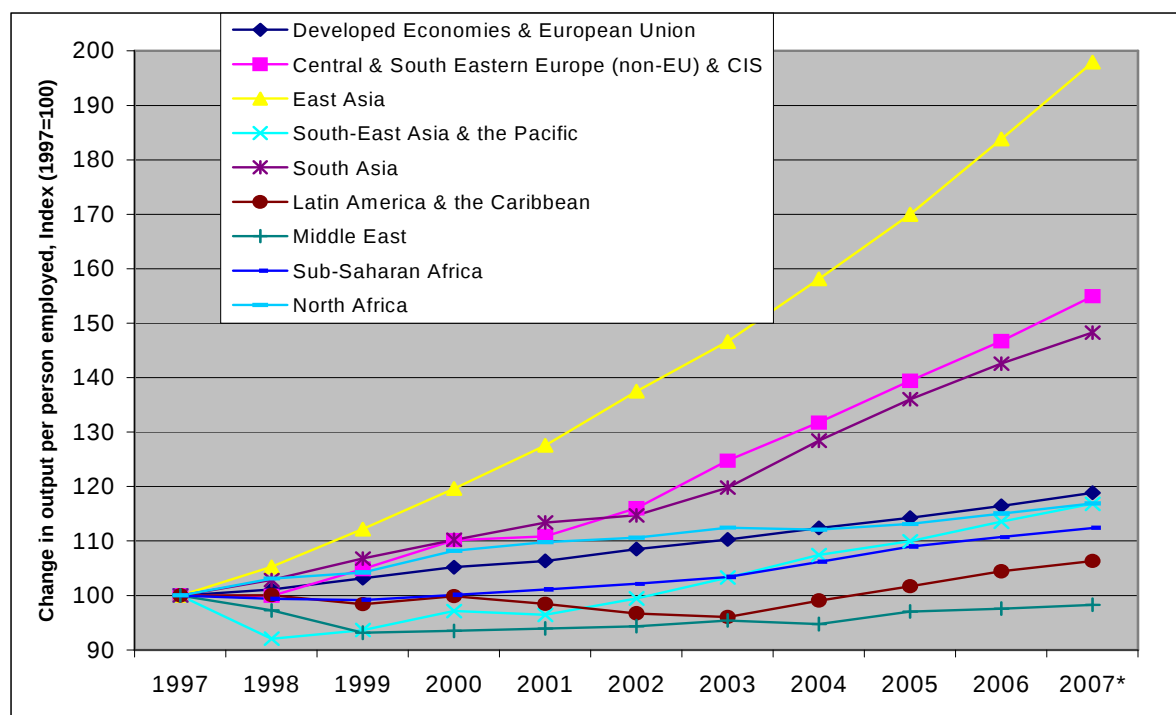
Productivité du travail mesurée en termes de rendement par personne employée dans les différentes régions du monde, niveaux de 1997 à 2007



⁵ L'indicateur d'emploi vulnérable, récemment défini, calcule comme une part de l'emploi total l'ensemble des travailleurs à leur compte et des travailleurs aidant leur famille. Ces travailleurs sont moins susceptibles de bénéficier de contrats de travail formels, ce qui permet, en utilisant l'indicateur d'emploi vulnérable, de confirmer ou de réfuter les allégations relatives à une déstructuration croissante des marchés du travail. Si la proportion de travailleurs vulnérables est mesurable, elle pourra constituer une indication de l'ampleur de la pauvreté. L'engrenage vers la pauvreté survient parce que les travailleurs relevant de statuts vulnérables ne bénéficient pas de la protection sociale et des filets de sécurité les préservant contre les périodes de faible demande économique et sont souvent incapables de faire des économies suffisantes pour eux-mêmes et leur famille pour contrebalancer ces périodes. Ces deux groupes sont soumis à un risque économique supérieur. L'indicateur présente toutefois certaines limites, par exemple : 1) certaines personnes peuvent courir un risque économique élevé bien qu'elles aient un emploi salarié ; 2) les chômeurs ne sont pas inclus bien qu'ils soient vulnérables ; 3) certaines personnes pourraient faire partie des deux groupes à statut vulnérable mais sans pour cela courir un risque économique élevé. En dépit de ces limites, les proportions d'emplois vulnérables sont une indication pour l'emploi dans l'économie informelle, en particulier pour les économies et les régions moins développées. Il convient toutefois d'interpréter les chiffres de l'emploi vulnérable en association avec d'autres indicateurs du marché du travail, tel que le chômage et la pauvreté au travail. Pour plus de détails, voir BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*, 5^e Edition, Genève, 2007.

Figure 4b:

Productivité du travail mesurée en termes de rendement par personne employée dans les différentes régions du monde, pourcentage de changement par rapport à 1997 (Indice 1997=100)



Source: BIT, *Modèle des Tendances mondiales de l'emploi*, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1. * Les estimations 2007 sont préliminaires.

Au Sommet du Millénaire en 2000, la communauté internationale, sous l'égide des Nations Unies, a présenté les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le premier OMD met l'accent sur l'éradication de la pauvreté et de la faim. Étant donné la conviction largement répandue que la pauvreté ne peut être réduite que si les gens ont un emploi décent et productif, une nouvelle cible a été ajoutée en 2006 au titre de l'OMD 1 : *Atteindre le plein emploi productif et travail décent pour tous, y compris les femmes et les jeunes*. Un concept aussi complexe que celui de « *plein emploi productif et travail décent pour tous* » n'est pas facile à restituer dans un ensemble d'indicateurs qui doivent répondre à des critères stricts. Quatre indicateurs ont été retenus : (i) les ratios emploi-population ; (ii) l'emploi vulnérable ; (iii) la proportion de travailleurs pauvres (1 dollar EU par jour) dans l'emploi total ; et (iv) la hausse de la productivité du travail.⁶ Ces indicateurs peuvent servir à évaluer les progrès réalisés dans le cadre de l'OMD 1. Associés à d'autres indicateurs courants du marché du travail (notamment les taux de chômage, salaires, taux d'emploi sectoriel), ils peuvent également servir à faire une analyse précise de marchés du travail nationaux et régionaux pour aider à repérer les principaux défis auxquels ces marchés du travail se trouvent confrontés. C'est pourquoi, dans le rapport sur les Tendances mondiales de l'emploi de cette année, chaque indicateur de l'ensemble des OMD est analysé simultanément avec les tendances du chômage pour chaque région.

⁶ Pour une description et une discussion détaillées des indicateurs, voir Chapitre 1 « Decent Employment and the Millennium Development Goals: Description and analysis of a new target », BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*, 5^e Edition, Genève, 2007. <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/kilm/download/chap1a.pdf>.

2. Afrique subsaharienne

L'optimisme récent concernant le développement économique en Afrique ne s'est que partiellement reflété sur les marchés du travail de la région.⁷ Cela est dû à de nombreuses raisons, et notamment au fait que ce sont souvent les pays riches en ressources qui enregistrent des hausses de croissance. La plupart du temps, les industries d'extraction ne sont pas fortement génératrices d'emplois, sauf si elles servent de base à des industries de transformation en aval. Le peu d'impact sur les marchés du travail résulte également de la volatilité de la croissance du PIB dans de nombreux pays, qui freine les progrès dans ce domaine. De plus, il faut du temps pour que la croissance se traduise par une hausse de l'emploi et, dans bien des pays, les tendances économiques favorables n'ont vu le jour que tout récemment. Par ailleurs, les politiques de développement mettent souvent l'accent sur des variables macroéconomiques mais pas suffisamment sur les questions du marché du travail. Enfin, le manque d'institutions effectives du marché du travail demeure un obstacle à la réduction du déficit de travail décent dans la région.

L'Afrique subsaharienne continue de présenter des ratios emploi-population élevés (le 2^e plus élevé du monde) en dépit d'une légère baisse entre 1997 et 2007. Ce niveau élevé est étroitement lié au fort taux de pauvreté, qui oblige souvent les gens pauvres à accepter un travail sans se soucier de sa qualité. Enfin, l'absence de solutions éducatives contraint une grande partie des jeunes à entrer dans la vie active.

On dira que tous les pauvres doivent travailler pour survivre. Mais la région se trouve encore confrontée au défi du chômage. En 2007, 8,2 pour cent de toutes les personnes d'âge actif sur les marchés du travail étaient malheureusement à la recherche d'un emploi. Ce taux n'a pas évolué entre 2006 et 2007 et il est à peine inférieur à celui d'il y a dix ans (8,5 pour cent), mais il affiche 0,8 point de pourcentage de moins que lorsqu'il était à son maximum en 2002, date à laquelle de nombreux pays de la région ont vu un tournant dans l'évolution de leurs taux de chômage. Pourtant, en 2007, la région compte 24,3 pour cent de chômeurs de plus qu'il y a dix ans.⁸

Toutefois, même les personnes qui trouvent effectivement du travail se battent pour obtenir un emploi décent. La proportion des travailleurs vulnérables (soit parce qu'ils contribuent sans salaire à une activité familiale soit parce qu'ils travaillent pour leur propre compte) dépasse encore 70 pour cent et la part des travailleurs rémunérés et salariés n'atteint qu'un quart de toutes les personnes employées. La situation est pire pour les femmes, qui ont à 81,7 pour cent un emploi vulnérable ; ce qui signifie que moins de deux femmes sur dix ont un emploi assorti d'un revenu régulier et d'un moindre risque économique. Le tableau ne semble guère plus brillant pour les hommes : seuls trois sur dix font partie du groupe des travailleurs rémunérés et salariés. Mais au moins, contrairement aux femmes, ils ne sont pas piégés comme travailleurs contribuant sans salaire à une activité familiale : seuls 18,4 pour cent d'entre eux étant dans cette situation contre 34,7 pour cent des femmes. Si l'on prend l'ensemble des emplois vulnérables, la situation s'est considérablement améliorée entre 1997 et 2007, mais à partir de niveaux initialement très élevés.

Eu égard aux changements positifs survenus dans la productivité ces dernières années, on peut espérer une amélioration, mais seul le Moyen-Orient, dont le niveau de départ était nettement supérieur, a enregistré un taux annuel moyen de hausse de la productivité plus faible. En Afrique subsaharienne, les taux de hausse prometteurs de la productivité du travail en 2004 et 2005 (> 2 pour cent) ne se sont pas reproduits en 2006 et 2007, puisqu'ils se sont révélés inférieurs à 2 pour cent.

L'écart entre l'Afrique subsaharienne et d'autres régions est demeuré important et s'est même accru dans la plupart des cas, comme le font apparaître les Figures 5a et b. La valeur ajoutée par travailleur en Afrique subsaharienne est aujourd'hui 13 fois inférieure à celle d'un travailleur du monde développé. Le faible niveau de départ joint à la lenteur et à la volatilité des taux de croissance de la productivité du travail empêchent l'augmentation des revenus de nombreuses personnes. Un

⁷ Pour une analyse détaillée, voir : Banque Mondiale, Africa Development Indicators, Washington, 2007
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/0,,contentMDK:21548806~menuPK:258657~pagePK:2865106~piPK:2865128~theSitePK:258644,00.html>.

⁸ Il importe de noter que, dans la région, les taux de chômage varient considérablement d'un pays à l'autre et qu'ils sont souvent supérieurs dans les cas où des dispositions de protection sociale existent. L'écart va de moins de 1 pour cent au Malawi à plus de 30 pour cent au Botswana.

simple calcul suffit à le prouver : si l'on prend le niveau de productivité de 5 012 dollars EU par an par personne employée, et en supposant que la part du revenu du travail compte pour 30 pour cent du PIB total,⁹ on obtient un revenu de 1 500 dollars EU par an ou de 4 dollars EU par jour par personne employée. Étant donné que, sur la population totale de 769 millions de personnes que compte l'Afrique subsaharienne, seuls 297 millions ont un emploi, chaque personne au travail fait vivre environ 2,6 personnes. En d'autres termes, les 4 dollars EU doivent faire vivre 2,6 personnes, ce qui donne un revenu par personne d'environ 1,6 dollar EU par jour. Sachant que les revenus sont loin d'être répartis de manière égale entre ces employés, ce simple calcul montre clairement que, avec des niveaux de productivité aussi faibles, la majorité des personnes vivent dans la pauvreté.

L'association du maintien d'un très haut niveau d'emplois vulnérables et de la lenteur des changements dans la productivité ne permettant pas d'augmentations de revenus se reflète dans la proportion de travailleurs pauvres. Même si le nombre de ceux répondant au critère de 1 dollar EU par jour a baissé de 4,3 points de pourcentage de 1997 à 2007, plus de la moitié de ces employés n'ont pas gagné de revenus suffisants pour pouvoir s'affranchir avec leur famille de la pauvreté ; ce qui représente de loin la pire proportion de toutes les régions. En 2007, 85,4 pour cent de ces employés vivent encore à un niveau inférieur à celui du critère de 2 dollars EU par jour, cette proportion étant pratiquement demeurée inchangée depuis 1997. Non seulement les deux taux sont les plus élevés de toutes les régions mais l'écart avec les autres régions continue de se creuser. Le nombre total de travailleurs pauvres selon les deux critères n'a cessé d'augmenter ces dix dernières années. En 2007, on comptait 20,4 pour cent (soit 26,6 millions) de travailleurs pauvres de plus selon le critère de 1 dollar EU par jour et 28,1 pour cent (soit 55,5 millions) de plus selon le critère de 2 dollars EU par jour. L'un des principaux motifs d'inquiétude vient du fait que ces chiffres n'ont cessé d'augmenter en dépit de la tendance économique favorable de ces dernières années. Rien qu'entre 2006 et 2007, on a compté 2,9 millions de plus de travailleurs pauvres selon le critère de 1 dollar EU par jour et 6,2 millions de plus selon le critère de 2 dollars EU par jour.

L'incapacité de réduire la pauvreté au travail par suite de la lenteur tant de la hausse de la productivité que des changements dans l'emploi vulnérable, conjuguée au nombre croissant de chômeurs, font que l'on considère à présent l'Afrique subsaharienne comme n'étant pas en mesure d'atteindre l'OMD de réduction de moitié de la pauvreté extrême d'ici 2015. Dans bon nombre de pays, cela ne vient pas tant de l'environnement économique que du faible impact que la croissance économique a eu, jusqu'ici, sur la création d'emplois décents. Dans les années à venir, la région devra faire face au double défi de créer des emplois en plus grand nombre *et* décents. La bonne nouvelle est qu'un nombre de plus en plus grand de pays semble être sur la ligne de départ. Qui plus est, cela concerne non seulement les pays riches en ressources mais aussi certaines des économies plus diversifiées de la région.

Encadré 1

L'importance de l'agriculture pour le processus de développement dans l'Afrique subsaharienne

Un nombre croissant d'économistes conviennent (une fois encore) que le fait de négliger le secteur agricole au cours du processus de changement structurel et de développement économique finit par devenir un obstacle au processus de développement. Le dernier Rapport sur le développement dans le monde « Agriculture au service du Développement » confirme cet avis, qui est soutenu par l'OIT depuis de nombreuses années. Le développement économique a besoin d'un changement structurel mais ce dernier est impossible sans le développement du secteur agricole. Plus un pays ou une région est pauvre et dépendant(e) de l'agriculture, plus il importe de mettre l'accent sur ce secteur, puisque l'agriculture est *le* secteur que l'on trouve dans les zones rurales où vivent la plupart des pauvres. Il en va ainsi de l'Afrique subsaharienne où :

⁹ Cette estimation de la part du revenu du travail en Afrique subsaharienne est basée sur les conclusions de Malte Lübker, *Labour Shares*, OIT, Policy Integration Department, Technical Brief No. 01, Genève, 2007. Même si la part calculée ici n'inclut pas les revenus des travailleurs autonomes et se base sur des chiffres portant sur l'économie formelle, on considérera qu'il s'agit de la meilleure estimation disponible à ce jour. Par ailleurs, les revenus de l'économie informelle étant infimes, cette part serait probablement à peine plus importante si l'on en tenait compte en dépit du nombre conséquent de personnes travaillant dans ce secteur.

- 64,7 pour cent de toutes les personnes employées, soit 192 millions au total, travaillent dans l'agriculture ;
- ce secteur ne génère que 32 pour cent de la croissance du PIB ;
- 64,1 pour cent de l'ensemble de la population vivent dans des zones rurales ;
- 229 millions de personnes dans la pauvreté extrême vivent dans des zones rurales.

Qu'est-ce qui rend ce secteur si important pour la réduction de la pauvreté et ce secteur remplit-il son rôle dans l'Afrique subsaharienne ?

- **L'agriculture fournit de la main d'œuvre pour les secteurs modernes :** C'est une condition préalable nécessaire au processus de développement. Plus la main d'œuvre qui migre vers les zones urbaines est compétente et en bonne santé, plus elle contribue à donner le coup d'envoi du développement de l'industrie et du secteur des services. Dans l'Afrique subsaharienne, les conditions sanitaires qui règnent dans les zones rurales sont pires que partout ailleurs ; et l'éducation n'a enregistré une lente progression qu'au cours des dernières années, notamment dans les pays les plus pauvres. Dans son dernier rapport « L'éducation pour tous : Un objectif accessible pour 2015 ? », l'UNESCO déclare que, sur 25 pays encore loin de réaliser l'éducation pour tous, 16 se trouvent en Afrique subsaharienne.
- **L'agriculture fournit la nourriture :** Par rapport à son niveau en 2000, la demande de denrées alimentaires dans l'Afrique subsaharienne devrait normalement doubler d'ici 2015. Mais la production alimentaire dans la région est déjà loin de pouvoir nourrir la population. Aux premiers stades du processus de développement, dépendre des importations de denrées alimentaires pose un problème car les marchandises importées sont habituellement plus onéreuses que celles produites dans le pays (en raison des coûts de transport et des structures monopolistiques du marché).
- **L'agriculture contribue au développement du secteur moderne et/ou aux exportations :** Dans de nombreux pays, le secteur agricole produit soit un bien dont d'autres secteurs ont besoin pour leur production, soit une marchandise d'exportation autonome. C'est le cas dans certains pays africains. Ainsi, par exemple, le développement de l'industrie du cuir en Ethiopie est devenu la deuxième plus grande source des revenus des exportations du pays (BIT, 2007, page 2).
- **L'agriculture est un secteur de demande :** Si le secteur agricole se développe parallèlement aux secteurs modernes, il peut aussi augmenter la demande de biens produits dans ces secteurs, leur apportant ainsi un soutien et leur permettant d'éviter de dépendre des exportations. Eu égard à la proportion élevée de pauvres dans les zones rurales de l'Afrique subsaharienne, l'apport de l'agriculture en tant que secteur de demande est très limité.
- **L'agriculture sert de catalyseur au développement économique local et aux activités extra-agricoles :** Les activités non-agricoles jouent un rôle croissant dans la formation de revenus des zones rurales. Mais elles ne peuvent se développer que si le secteur agricole est en forme. Tant que des zones rurales resteront engluées dans l'extrême pauvreté, elles n'attireront ni ne développeront jamais d'activités non-agricoles. On observe également ce phénomène dans de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne.
- **Le secteur agricole peut contribuer au secteur financier :** Si l'agriculture se développe parallèlement au secteur moderne, elle accroît son épargne, qui peut alors être mise à la disposition du secteur industriel. Elle contribue ainsi à l'accumulation nécessaire de capital dans le secteur moderne, le rendant là aussi moins dépendant des capitaux étrangers.
- **L'agriculture en tant que dernier recours en période de crise :** Dans bon nombre de pays en développement dépourvus de filets de protection sociale, le secteur agricole est le dernier recours pour ceux qui cherchent du travail en période de ralentissement économique. On observe qu'il remplit tout particulièrement cette fonction dans de nombreux pays en proie à des troubles civils mais, compte tenu du mauvais état des zones rurales, l'aide qu'elles peuvent apporter à la population est très limitée.

Comme nous l'avons vu, le potentiel de développement qu'offre le secteur agricole n'est pas exploité de manière efficace dans l'Afrique subsaharienne. Toutefois, grâce à une productivité croissante de ce secteur, à la progression de l'investissement dans l'éducation et la santé dans les zones rurales et, en particulier, au regain d'attention que la communauté internationale porte à l'agriculture et au développement rural, ce secteur pourrait à l'avenir aider à réduire la pauvreté dans la région. L'OIT a placé le développement rural en tête de son ordre du jour de discussion à sa Conférence internationale du travail 2008, pour mieux cerner le rôle des marchés du travail ruraux dans le soutien à la contribution du secteur au développement.

Source : BIT, Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-05 « Emploi, productivité et réduction de la pauvreté », Chapitre 3 « L'importance de l'agriculture », Genève 2005. BIT, Tendances de l'emploi en Afrique, Genève, 2007. UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, « L'éducation pour tous : Un objectif accessible pour 2015 ? », Paris 2007. Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2008, « L'Agriculture au service du développement », Washington 2007.

3. Afrique du Nord

L'Afrique du Nord a connu une remarquable croissance au cours des cinq dernières années, notamment en 2006 et 2007 où les taux de croissance du PIB ont dépassé 6 pour cent. Les perspectives pour 2008 sont encore meilleures avec une croissance attendue de 6,8 pour cent. En dépit de cette évolution positive, l'image donnée par les indicateurs du marché du travail est plutôt déconcertante.

L'Afrique du Nord est la région du monde qui affiche le plus faible ratio emploi-population. Pas même cinq personnes sur dix d'âge actif ne sont pas classées dans la catégorie des personnes employées.¹⁰ Comme au Moyen-Orient, cette faible proportion est liée au faible nombre de femmes et de jeunes au travail. Que deux femmes sur dix en âge de travailler ont effectivement un emploi, et moins de trois jeunes sur dix, soit une proportion encore plus faible qu'il y a dix ans. Ce dernier point est particulièrement inquiétant si l'on tient compte du fait que, en 2015, la proportion des jeunes dans la population d'âge actif sera encore supérieure à 25 pour cent de (voir Figure 7).

Outre cette faiblesse du ratio emploi-population, le chômage représente un autre défi pour la région. Le nombre total de chômeurs a augmenté de près de 25 pour cent au cours des dix dernières années (1997 à 2007), le taux de chômage atteignant presque 11 pour cent en 2007, soit le deuxième taux le plus élevé du monde. On avait au moins pu constater que le taux avait baissé ces dernières années, après avoir atteint un sommet en 2001 (13,9 pour cent). La situation est à nouveau bien pire pour les femmes que pour les hommes (en 2007, 16,2 pour cent et 9,0 pour cent pour les hommes) et le risque pour une personne jeune de ne pas être employée est 3,5 fois plus élevé que pour une personne adulte. La situation la plus désespérée est celle des jeunes femmes, dont le taux de chômage est de 32,2 pour cent, mais les choses semblent à peine aller mieux pour les jeunes hommes, avec un taux de chômage de 21,2 pour cent. Au vu de ces taux, rien d'étonnant que le découragement des jeunes soit particulièrement élevé dans la région.

Les redistributions de l'emploi sectoriel sont très lentes dans la région. Le nombre d'emplois dans l'industrie est demeuré pratiquement inchangé au cours des dix dernières années et l'augmentation de la proportion d'emplois dans le secteur des services n'a atteint que deux points de pourcentage. L'agriculture compte pour 32,8 pour cent de l'ensemble des emplois ce qui, tout en étant un taux relativement faible comparé à d'autres régions au même niveau de développement, n'en montre pas moins que la région continue de dépendre de produits agricoles et, partant, de l'évolution des prix des produits de base.

Pour les personnes employées, la productivité du travail a augmenté de 17 pour cent au cours des dix dernières années, soit une hausse moins spectaculaire que celle enregistrée en Asie, notamment en Asie de l'Est. Il y a dix ans, la productivité du travail était en Afrique du Nord deux fois plus élevée qu'en Asie de l'Est ; en 2007, les deux régions étaient pratiquement au même niveau (14 775 dollars EU en Afrique du Nord et 13 423 dollars EU en Asie de l'Est).

La hausse de la productivité peut être le résultat de meilleures situations d'emploi dans lesquelles se trouvent les personnes, qui les rendent plus productives, mais elle peut aussi entraîner la création de meilleurs emplois. En Afrique du Nord, la hausse de la productivité a eu un impact considérable sur le nombre de personnes se trouvant dans des situations d'emplois vulnérables : leur part de l'emploi total a été ramenée de 36,9 pour cent il y a dix ans à 30,7 pour cent. Il est intéressant de noter que cette baisse est essentiellement due à des améliorations apportées à la situation de l'emploi des femmes. Elles sont passées du groupe des travailleurs contribuant à des activités familiales et des travailleurs à leur propre compte au groupe des travailleurs rémunérés et salariés, de telle sorte que leur part dans ce dernier groupe, qui frôle 60 pour cent, est à présent presque égale à celle des hommes. Ce qui est dû en partie au très important investissement fait dans l'éducation des filles ces dernières années, mais aussi au fait que bon nombre d'emplois rémunérés et salariés se trouvent encore dans le secteur public, où les femmes ont plus de facilité à trouver un emploi que dans le secteur privé.

¹⁰ Lorsqu'il est dit, dans ce rapport, que x personnes sur dix travaillent ou sont employées ou ont un emploi, cela n'implique pas que les autres ne font rien, mais simplement qu'elles ne sont pas comptabilisées dans les employés. La plupart d'entre elles travaillent tout aussi dur que celles comptabilisées dans les employés. Cela est particulièrement vrai des femmes au foyer, qui se chargent des tâches ménagères et de l'éducation des enfants.

Grâce à la hausse de la productivité et à la diminution du nombre d'emplois vulnérables, l'extrême pauvreté au travail est à présent presque obsolète. La pauvreté au travail selon le critère de 2 dollars EU par jour est tombée à 42,0 pour cent, soit 8 points de pourcentage de moins qu'il y a dix ans.

Compte tenu du faible niveau de départ de l'Afrique du Nord, il est évident qu'il ne convient pas de tenter d'atteindre l'objectif de réduction de moitié de l'extrême pauvreté. La région devra plutôt mettre l'accent sur l'intégration d'une plus grande partie de ses ressortissants dans la population active, en particulier les femmes (à titre d'exemple, voir Encadré 2), de même que sur la hausse de la productivité, son avantage comparatif étant l'absence de travail de mauvaise qualité et l'amélioration du capital humain. Il faut que l'augmentation des emplois décents suive le fort développement économique, surtout compte tenu des taux de croissance élevés de la population active. Cela ne peut se faire que si les économies poursuivent leur diversification hors des secteurs traditionnels de l'agriculture, des ressources naturelles, du bâtiment et des travaux publics et dans des secteurs à même de fournir des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, en particulier pour les jeunes — des secteurs plus tournés vers les exportations, à fort coefficient de main d'œuvre et basés sur la connaissance.

Encadré 2

Les femmes entrepreneurs : à la fois un défi et une chance pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient

Confier des responsabilités aux femmes est l'un des défis les plus pressants auxquels les régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) se trouvent confrontées. Le meilleur moyen d'y parvenir est de donner aux femmes la chance d'avoir un travail décent. Un investissement massif dans l'éducation des femmes et des changements dans la législation du travail ont établi les conditions préalables à la participation égale des femmes aux marchés du travail. Mais, ainsi que le montrent les chiffres analysés dans ce rapport, l'égalité des sexes est loin d'être de règle dans les deux régions.

Une nouvelle étude de la Banque mondiale intitulée « The environment for women's entrepreneurship in the Middle East and North Africa region » [L'environnement pour l'entrepreneuriat féminin au Moyen-Orient et en Afrique du Nord] (Washington 2007) examine l'un des groupes de femmes ayant un travail décent : les femmes entrepreneurs. L'une des conclusions intéressantes du rapport fait clairement ressortir que les femmes — même s'il s'agit d'une minorité — réussissent aussi bien que les hommes à diriger des sociétés :

- La perception la plus répandue est que l'on trouve essentiellement les quelques rares femmes entrepreneurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dans le secteur informel ou dans celui de la micro-entreprise formelle (employant moins de dix personnes), qui produisent des biens et des services moins sophistiqués. Cette perception est fautive. Sur l'ensemble des entreprises du secteur formel détenues par des femmes objet de l'étude, 8 pour cent seulement sont des micro-entreprises. Plus de 30 pour cent sont de très grandes entreprises employant plus de 250 personnes.
- En termes de répartition sectorielle, il y a très peu de différences entre les entreprises qui appartiennent à des femmes et celles qui appartiennent à des hommes, les premières se trouvant à près de 85 pour cent dans le secteur manufacturier et 15 pour cent dans les services, contre respectivement 88 et 10 pour cent pour les entreprises appartenant à des hommes.
- Les entreprises appartenant à des femmes sont également des exportateurs dynamiques et une proportion élevée d'entre elles attire les investisseurs étrangers et est fortement utilisatrice de l'informatique — tous les éléments nécessaires pour intégrer la compétitivité mondiale. Au plan régional, les entreprises appartenant à des femmes exportent aussi fréquemment que celles appartenant à des hommes, surtout en Egypte, en Jordanie et au Maroc. Dans ce dernier pays, les investisseurs étrangers sont même nettement plus présents dans des entreprises appartenant à des femmes ; lesquelles étant par ailleurs plus susceptibles d'utiliser des courriels et des sites web dans leurs interactions avec les clients.
- Les entreprises appartenant à des femmes offrent des emplois de bonne qualité et leurs employés sont aussi éduqués et qualifiés que ceux des autres entreprises. En Egypte, par exemple, 19 pour cent des personnes qui travaillent dans des entreprises appartenant à des femmes ont des compétences professionnelles, contre 16 pour cent dans des entreprises appartenant à des hommes.
- Les entreprises appartenant à des femmes recrutent plus de femmes : 25 pour cent de leurs effectifs contre 22 pour cent dans les entreprises appartenant à des hommes. Même si cet écart ne semble pas important, il est renforcé par le plus grand nombre de femmes employées à des niveaux de haute qualification et de direction dans les entreprises appartenant à des femmes ; tandis que celles

appartenant à des hommes emploient plus de femmes dans des postes sans qualification.

- Enfin, d'une manière générale, les entreprises appartenant à des femmes emploient un plus grand nombre de personnes. En Egypte, Jordanie, Arabie Saoudite, Cisjordanie et à Gaza, le nombre des entreprises appartenant à des femmes qui ont augmenté leurs effectifs dépasse celui des entreprises appartenant à des hommes (Figure 2).
- Quant à la productivité des entreprises appartenant à des femmes, elle n'a rien à envier à celle des entreprises appartenant à des hommes.

Pourquoi y a-t-il, en dépit de ces résultats, si peu de femmes entrepreneurs ? Cela est essentiellement dû à des comportements sociaux et à des dispositions juridiques qui ne relèvent pas de la législation commerciale et qui renforcent les barrières et limitent les possibilités des femmes de devenir entrepreneurs. Un meilleur usage du potentiel que représentent les femmes pour les marchés du travail de la région permettra de consolider l'intégration sociale.

Source : Banque Mondiale, « The environment for women's entrepreneurship in the Middle East and North Africa regions » (Washington 2007).

4. Moyen-Orient

Entre 1997 et 2007, le Moyen-Orient a connu un ensemble hétérogène intéressant de tendances du marché du travail, parallèlement à une forte croissance du PIB d'une moyenne tournant annuellement autour de 4,5 pour cent entre 1997 et 2007 et de 6 pour cent entre 2003 et 2007. Les hausses du cours du pétrole ont constitué l'un des éléments majeurs ayant contribué à la hausse impressionnante du PIB au cours de ces dernières années. Du fait du fort impact des prix du pétrole, tous les pays de la région n'ont pas bénéficié en parts égales de cette croissance : les disparités sont très importantes entre les Etats du Golfe producteurs de pétrole, d'une part, et des pays tels que le Liban et la Palestine, d'autre part.

Pour commencer, la région a vu considérablement augmenter son ratio emploi-population au cours de cette période, puisqu'il est passé de 46.0 pour cent en 1997 à 50.1 pour cent en 2007 (voir Figure 5, Tableaux 3 et 6). Cette augmentation vient pour une bonne part de la hausse de plus que 7 points de pourcentage pour les femmes. Si cette tendance se confirme, la région atteindra la moyenne mondiale en une génération. Le ratio emploi-population a suivi un schéma semblable mais plus lent, qui a de nouveau plus profité aux jeunes femmes qu'aux jeunes hommes mais, dans l'ensemble, le ratio pour les jeunes ne dépasse pas le faible niveau de 32,2 pour cent. Sur dix jeunes femmes, deux seulement travaillent effectivement, et à peine plus de quatre jeunes hommes sur dix.

De plus, la proportion d'emplois vulnérables a évolué dans la bonne direction, enregistrant une chute de 7,5 points de pourcentage, soit la plus forte baisse de toutes les régions. Avec 32,2 pour cent, c'est également le deuxième taux le plus faible du monde après celui des Economies développées et Union européenne. L'observation de la répartition des emplois fait apparaître une discrimination sexuelle, les femmes occupant un nombre bien plus élevé d'emplois vulnérables : il était de 43,2 pour cent pour les femmes et de 28,2 pour cent pour les hommes en 2007. On trouve également beaucoup plus de femmes dans le groupe des travailleurs familiaux non rémunérés (25,3 pour cent contre 5,2 pour cent d'hommes) et beaucoup moins dans le groupe des travailleurs rémunérés et salariés, avec 55,3 pour cent contre 65,2 pour les hommes. Au moins la proportion de femmes dans ce dernier groupe a-t-il, au cours de ces dernières années, plus augmenté que la proportion d'hommes, ce qui est probablement le résultat de l'investissement massif fait dans l'éducation des femmes dans le passé.

D'un autre côté, il y a lieu de s'inquiéter de la tendance du chômage dans la région. En 2007, le nombre total de chômeurs est d'un tiers de plus qu'il y a dix ans et le chômage des femmes a augmenté de 50 pour cent. Le taux de chômage était comme l'année précédente de 11,8 pour cent, affichant seulement 1,2 point de pourcentage de moins qu'il y a dix ans ; ce qui, compte tenu des taux élevés et des bonnes performances économiques, est loin d'être un progrès. Presque deux femmes sur dix et un homme sur dix d'âge actif ne trouvent pas un emploi. Le chômage des jeunes est encore plus préoccupant car les jeunes ont un risque d'être chômeurs trois fois supérieur à celui des adultes. Le taux de chômage des jeunes, de 23,8 pour cent, a même légèrement augmenté par rapport à l'année précédente.

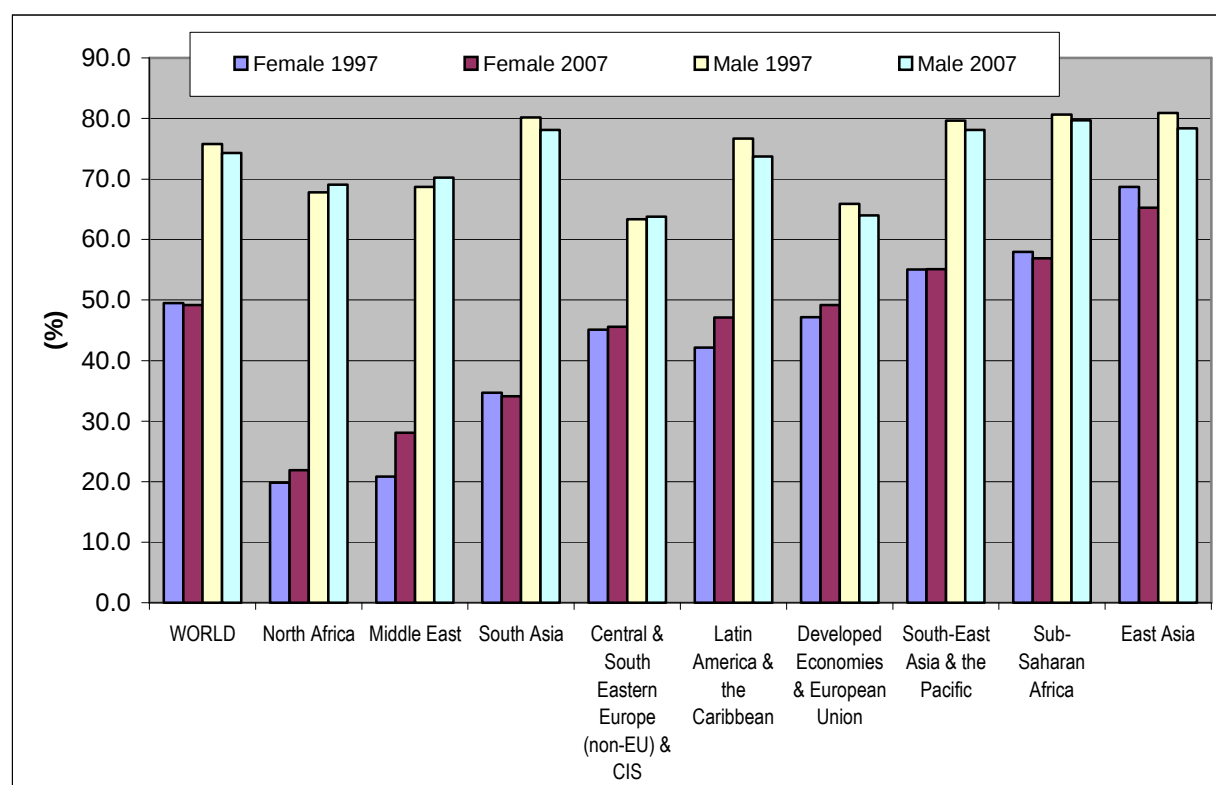
La productivité du travail est une autre tendance du marché du travail qui donne des motifs d'inquiétude. Le Moyen-Orient est la seule région du monde où la productivité du travail a diminué entre 1997 et 2007. Même si le niveau de productivité reste le deuxième plus élevé du monde, les niveaux d'autres régions, par exemple de l'Amérique latine et Caraïbes et de l'Asie de l'Est, s'en rapprochent de plus en plus.

La hausse de la pauvreté au travail selon le critère de 1 dollar EU par jour est en partie le résultat de la baisse de productivité, qui implique une plus forte probabilité d'emplois insuffisamment rémunérés pour permettre aux travailleurs d'échapper à l'extrême pauvreté avec leurs familles. La part de l'extrême pauvreté au travail a presque doublé entre 1997 et 2007 même si, heureusement, elle est de 4,2 pour cent en 2007, soit un niveau relativement faible. Toutefois, la proportion de travailleurs pauvres selon le critère de 2 dollars EU par jour, à 19,3 pour cent en 2007, a baissé de 5 points de pourcentage. On a, semble-t-il, assisté à une double tendance : certains des emplois créés étaient de si mauvaise qualité que les travailleurs concernés sont tombés dans l'extrême pauvreté au travail pendant que, parallèlement, de nombreux emplois créés étaient suffisamment décents pour aider les personnes à s'extraire de la pauvreté au travail selon le critère de 2 dollars EU par jour. Il convient aussi de

garder à l'esprit l'impact négatif que les conflits en Irak, en Palestine et au Liban ont eu sur l'augmentation de la pauvreté au travail dans la région.

Sur les dix dernières années, la région a suivi une voie de croissance intensive de l'emploi, qui s'est toutefois révélée trop faible pour éviter le chômage, du fait de la forte augmentation de la population active. L'une des principales particularités de la région, notamment dans les Etats du Golfe, est qu'un bon nombre des emplois générés par la croissance est allé principalement aux travailleurs migrants (en particulier dans le bâtiment mais aussi dans bien d'autres secteurs économiques). Dans le même temps, on observe un chômage durable parmi les ressortissants nationaux, et ce en dépit de la forte hausse de l'emploi. Le type d'emplois créés a aidé un certain nombre de personnes à changer de situation professionnelle en passant d'un travail vulnérable à un travail rémunéré et salarié. Pourtant, par suite des faibles performances de la productivité, ce choix de l'emploi intensif pourrait ne pas s'avérer durable à long terme, voire même à court terme comme le montre la proportion croissante de travailleurs pauvres et la tendance à la baisse de la productivité. La région doit trouver un équilibre entre la création d'emplois et la hausse de la productivité pour permettre de créer des emplois décents et réduire le nombre de travailleurs pauvres. Étant donné la forte augmentation de la population active dans la région (en moyenne de 4,9 pour cent par an entre 1997 et 2007) et la proportion élevée de jeunes dans la population d'âge actif (voir Figure 7), il apparaît clairement que la création d'emplois est le principal défi auquel la région doit faire face, en particulier pour les jeunes. L'autre grand défi est la poursuite de l'intégration des femmes aux marchés du travail, faute de quoi l'investissement fait dans leur éducation aura été gaspillé. Il importe toutefois, pour que le développement soit durable, que les emplois créés soient décents, non seulement en termes de revenus suffisants pour que les travailleurs puissent s'affranchir de la pauvreté, mais aussi en donnant aux travailleurs une plus grande protection sociale, des droits au travail et une chance de dialogue social.

Figure 5 : Ratios emploi-population pour les femmes et les hommes, dans le monde et par région, 1997 et 2007



Source: BIT, *Modèle des Tendances mondiales de l'emploi*, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1. * Les estimations 2007 sont préliminaires.

5. Amérique latine et Caraïbes

Cette région affichant comparativement un PIB élevé par habitant, certains indicateurs du marché du travail font apparaître des niveaux et des tendances différents comparés aux régions plus pauvres.¹¹ Dans l'ensemble, les tendances du marché du travail légèrement positives ces dernières années résultent en partie de quatre années consécutives de croissance économique en moyenne supérieure à 4,5 pour cent.¹²

Le ratio emploi-population, qui s'est accru de 1,0 point de pourcentage au cours de la dernière décennie, n'a pas changé en 2007. Cela tient surtout à un ratio emploi-population beaucoup plus élevé chez les femmes, ce ratio étant passé de 42,1 en 1997 à 47,1 en 2007. Cette progression de l'emploi des femmes dans la population d'âge actif est allée de pair avec une hausse sensible du taux d'activité des femmes, dont le taux est grimpé de 47,2 en 1996 à 52,9 en 2007. Dans le même temps, les ratios emploi-population et le taux d'activité des hommes ont baissé. En dépit de l'évolution positive constatée pour les femmes, l'écart entre les ratios emploi-population des hommes et des femmes demeure important, puisqu'il n'est dépassé qu'en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Le ratio emploi-population total se situe à présent dans la moyenne mondiale, ce qui n'est le cas que dans trois autres régions.

En 2007, le taux de chômage s'est maintenu au même niveau élevé de 8,5 pour cent que l'année précédente,¹³ soit un taux plus élevé qu'il y a dix ans, qui était alors de 8,0 pour cent, mais inférieur aux 8,9 pour cent d'il y a cinq ans. Cela vient en partie de la croissance économique des dernières années dont nous avons déjà parlé. Avec un taux de 8,5 pour cent, la région reste largement au-dessus de la moyenne mondiale et des taux enregistrés par les régions d'Asie ainsi que celle des Economies développées et Union européenne.

Dans quels secteurs les personnes travaillent-elles dans la région ? La répartition sectorielle traduit les niveaux de développement supérieurs de la région comparée à d'autres régions en développement : 19,1 pour cent seulement de toutes les personnes employées travaillent dans l'agriculture, ce qui représente la troisième proportion la plus faible du monde après les Economies développées et Union européenne et le Moyen-Orient; 22 pour cent travaillent dans le secteur industriel et 58,9 dans les services. La part du secteur des services est la plus forte du monde en développement et, par rapport à l'ensemble des emplois, plus de femmes que d'hommes trouvent un emploi dans ce secteur : 74,8 pour cent, ce qui est de loin la proportion de femmes la plus forte du monde, pour 48,2 pour cent seulement d'hommes. Même en nombres absolus, plus de femmes que d'hommes travaillent dans ce secteur.

Mais, en dépit du faible nombre d'emplois dans l'agriculture et des niveaux de PIB par habitant relativement élevés, l'emploi vulnérable demeure un problème dans la région – et il a même augmenté entre 1997 et 2007, passant pendant cette période de 31,4 pour cent à 33,2 pour cent. C'est la seule région du monde où cette proportion s'est accrue au fil du temps, ce qui indique que bon nombre des emplois créés dans le secteur des services sont précaires et probablement peu rémunérateurs, avec des conditions de travail médiocres. Étant donné que l'on trouve principalement des femmes dans ce secteur, leur probabilité d'être dans une situation d'emploi vulnérable s'est donc en fait accrue avec le temps, le seul et modeste avantage étant qu'elles aient pu quitter l'agriculture, où elles contribuaient surtout à des activités familiales, pour intégrer le groupe des travailleurs à leur propre compte dans le secteur des services.

Le fait que le travail rémunéré et salarié compte à présent pour une plus petite part de l'emploi total qu'il y a dix ans (avec une baisse plus forte pour les femmes que pour les hommes) est une

¹¹ L'analyse pour l'Amérique latine & Caraïbes est largement inspirée de BIT, *Panorama Laboral*, Lima, 2005 et 2006. <http://www.oitchile.cl/panorama.php>.

¹² Pour une analyse détaillée du contexte économique, voir : OCDE, *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008*, Paris, 2007 http://www.oecd.org/document/40/0,3343,en_2649_33731_38789800_1_1_1_1,00.html et Banque mondiale, *Latin America and the Caribbean, Annual Report 2007*, Washington, 2007 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/EXTANNREP/EXTANNREP2K7/0,,contentMDK:21507480~menuPK:4187908~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:4077916,00.html>

¹³ Les différences au niveau des données publiées dans la publication annuelle du BIT, *Panorama Laboral*, tiennent au fait que ces données couvrent uniquement les zones urbaines alors que les données publiées dans les Tendances mondiales de l'emploi couvrent l'ensemble du pays.

tendance certes préoccupante mais qui ne se reflète pas dans la pauvreté au travail. Si l'on prend le critère d'1 dollar EU par jour, le nombre des travailleurs pauvres a continué de baisser jusqu'au niveau peu élevé de 8 pour cent et, selon le critère de 2 dollars EU par jour, elle a spectaculairement chuté de 8,2 points de pourcentage pour descendre jusqu'à 25,4 pour cent.

Il semble qu'un certain nombre d'emplois créés dans le secteur des services soit d'un niveau de productivité suffisamment élevé pour payer des salaires qui affranchissent les gens de la pauvreté, même si la plupart des emplois nouvellement créés relèvent de la catégorie du travail à son compte. Cela reste vrai en dépit de la hausse relativement faible de la productivité du travail. Entre 1997 et 2007, seul le Moyen-Orient a enregistré une hausse de la productivité du travail plus faible que l'Amérique latine et Caraïbes. Si, en 1997, ce niveau était dans la région supérieur à la moyenne mondiale, tel n'est plus le cas en 2007. La région demeure toutefois au troisième rang de toutes les régions en termes de niveau de productivité le plus élevé, ce qui signifie que, potentiellement, les emplois offrent un revenu suffisant pour échapper à la pauvreté, et ce en dépit d'une forte inégalité des revenus.

Malgré la relative stabilité de la situation du chômage, de la contraction de l'écart entre l'activité et les ratios d'emploi des hommes et des femmes et de la chute de la pauvreté au travail, qui sont des éléments encourageants, le taux de chômage reste bien supérieur à la moyenne mondiale. De plus, l'augmentation actuelle de l'emploi vulnérable est préoccupante. Le chômage des femmes, de plus de 10 pour cent et une proportion générale d'emplois vulnérables de plus de 30 pour cent, pourraient décourager l'activité des femmes dans le futur, menaçant ainsi les progrès réalisés dans leur intégration aux marchés du travail. Pour le moment, la croissance démographique, l'augmentation de la population active et le développement des emplois se maintiennent en équilibre, mais avec pour corollaire la lenteur de l'augmentation de la productivité dans la région. C'est pourquoi la création d'emplois de bonne qualité demeure un souci majeur pour les pouvoirs publics. Le marché du travail d'un pays joue un rôle majeur dans l'intégration sociale. C'est donc un instrument essentiel pour parvenir à une plus grande égalité dans un pays. Or, au cours des dix dernières années, les pays d'Amérique latine ont vu leurs inégalités s'accroître (pour plus de précisions, voir Encadré 3). On peut donc en conclure que, dans le cas de cette région, les politiques n'ont pas réussi à faire des marchés du travail un instrument d'égalité croissante. Etant donné que le travail est la principale source de revenu pour l'immense majorité des gens, un taux de chômage élevé et une augmentation des emplois vulnérables ne peuvent qu'avoir un impact négatif sur l'égalité.

Encadré 3

Exclusion social et discrimination en Amérique latine et Caraïbes

L'inégalité a toujours été l'un des grands défis de la région d'Amérique latine et des Caraïbes ; et, en dépit de la progression de la croissance économique, l'inégalité continue d'exister dans des proportions plus grandes que dans d'autres régions (voir, par exemple, ECLAC 2006 et 2007). Alors que, historiquement, l'exclusion sociale et la discrimination prennent leurs racines dans différentes formes de stigmatisation de groupes traditionnellement identifiés par la race, l'origine ethnique, le sexe ou un handicap – tous ces éléments étant identifiés par des caractéristiques repérables –, aujourd'hui, les mécanismes d'exclusion touchent des groupes de la population beaucoup plus divers. « Les forces d'exclusion modernes, dont l'origine est en grande partie sociale et économique, affectent actuellement des groupes plus divers et visibles de la population, définis non par leur identité ethnique ou raciale mais par les processus (tels que le chômage ou le non-accès à la terre) qui produisent et reproduisent leur exclusion. » (Banque interaméricaine de développement, 2007, page 13). Alors que dans le passé, la pauvreté était souvent le résultat de la discrimination, elle en est aujourd'hui la cause. Les principales causes de l'inégalité entre pauvres et non pauvres résident dans une répartition faussée des atouts (capital humain inclus) et des revenus.

Les marchés du travail jouent un rôle vital dans ce processus à la fois en termes de facteur déclencheur et de mécanisme de solution : les personnes sans travail, ou en situation d'emploi vulnérable, les travailleurs pauvres, et les personnes découragées sont celles qui subissent une discrimination. Mais, du fait même de cette discrimination, leurs chances d'échapper à la pauvreté sont minimes. La seule façon de sortir de ce cercle vicieux consiste à leur donner un emploi décent ; les aidant ainsi elles-mêmes mais aussi leurs enfants à s'affranchir de la pauvreté et, partant, de la discrimination.

Compte tenu du coût social et économique élevé engendré par la discrimination, cette solution aiderait non seulement les personnes concernées mais aussi l'ensemble de la société. Il convient donc de voir les politiques

d'intégration comme un investissement plutôt que comme un don généreux fait aux plus démunis de la société.

Sources: Banque interaméricaine de développement, Rapport 2008 sur les avancées socio-économiques en Amérique latine : « Outsiders ? The changing patterns of exclusion in Latin America and the Caribbean », Washington, 2007.

ECLAC (United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean), Social Panorama of Latin America 2006. Santiago, 2006

ECLAC (United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean), Cohesión social: inclusión y sentido de pertenencia en América Latina y el Caribe. Santiago, 2007.

6. Asie de l'Est

En 2007, l'Asie de l'Est a enregistré un taux de croissance du PIB de 10,4 pour cent, soit le plus fort taux annuel de la dernière décennie. C'était la sixième année consécutive que la région affiche un taux de croissance supérieur à 8 pour cent. Si cette tendance positive a été principalement sous-tendue par la performance de la Chine, la bonne tenue des exportations a été une caractéristique commune qui a étayé la vigoureuse activité économique dans toute la région. L'amélioration des finances publiques et la réduction de la dette publique dégagent également un espace budgétaire permettant d'augmenter les dépenses publiques, ce qui pourrait être bénéfique pour la région grâce à des investissements renforcés dans les infrastructures et les services sociaux.¹⁴

Le nombre total d'emplois a augmenté de 7,5 millions en 2007, soit 0,9 pour cent de plus que l'année précédente. Cette augmentation compte pour 16 pour cent de la totalité des emplois créés dans le monde en 2007 (voir Figure 2). Les ratios emploi-population sont demeurés les plus élevés du monde de 2007, 71,9 pour cent de l'ensemble des personnes d'âge actif ayant un emploi, avec un ratio de 78,4 pour cent pour les hommes et de 65,2 pour cent pour les femmes. Tous les ratios ont maintenu leur tendance à la baisse ; ce qui, compte tenu des niveaux élevés, ne présente pas de menace pour la croissance et le développement. La baisse résulte en partie de l'éducation plus poussée reçue par un plus grand nombre de jeunes. Cela explique que la baisse des ratios emploi-population des jeunes soit même plus élevée que celle des adultes ; ces ratios, de 63,0 pour cent en 2007, étant néanmoins les plus forts du monde. L'Asie de l'Est est par ailleurs la seule région du monde où les ratios emploi-population sont plus élevés pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes.

Le taux de chômage se maintient à des niveaux bas. Il a baissé entre 2006 et 2007, pour s'établir à 3,3 pour cent en 2007, soit le taux le plus faible observé dans n'importe quelle région et n'importe quelle année entre 1997 et 2007. Le taux de chômage des jeunes, qui confirme sa tendance à la baisse pour s'établir à 6,9 pour cent en 2007, est également le plus bas du monde (voir Figure 6).

Du plus en plus de gens se détournent de l'agriculture. Si, en 1997, 47,9 pour cent de toutes les personnes employées travaillaient dans ce secteur, elles ne sont plus que 38,4 pour cent en 2007. Seule l'Asie du Sud a enregistré une baisse plus rapide. Au cours de la même période, les emplois dans l'industrie ont grimpé de 24,3 à 26,9 pour cent et les emplois dans les services de 27,8 à 34,7 pour cent.

La sortie de l'agriculture s'est accompagnée d'une sortie parallèle de l'emploi vulnérable. Sur toutes les personnes employées, la proportion de celles se trouvant dans des situations d'emploi vulnérable a chuté de 7,5 points de pourcentage et elle est à présent de 55,7 pour cent. Le changement a été plus marqué pour les femmes que pour les hommes. La part des femmes relevant du groupe des travailleurs contribuant à une activité familiale a enregistré une chute spectaculaire de 20,7 points de pourcentage. Malheureusement, toutes les femmes n'ont pas rejoint le groupe des travailleurs rémunérés et salariés, un certain nombre s'étant également installées à leur compte. La proportion des femmes ayant un emploi rémunéré et salarié affiche toutefois 10,5 points de pourcentage de plus qu'en 1997, s'établissant à 39,2 pour cent. Le nombre d'hommes dans cette situation a lui aussi augmenté, pour s'établir à 46,4 pour cent en 2007.

De plus, si l'on regarde l'indicateur de la hausse de la productivité du travail dans la région, elle a été spectaculaire et, de loin, la plus rapide de toutes les régions. En 1997, le rendement d'un travailleur était de 6 781 dollars EU (comparé à 54 035 dollars EU dans les Economies développées et Union européenne). Dix ans plus tard, le rendement par personne employée a presque doublé, pour atteindre 13 423 dollars EU (comparé à 64 231 dans les Economies développées et Union européenne). Ainsi, alors que, en 1997, un travailleur moyen dans la région des Economies développées et Union

¹⁴ Banque mondiale, *East Asia Update November 2006 and November 2007*.

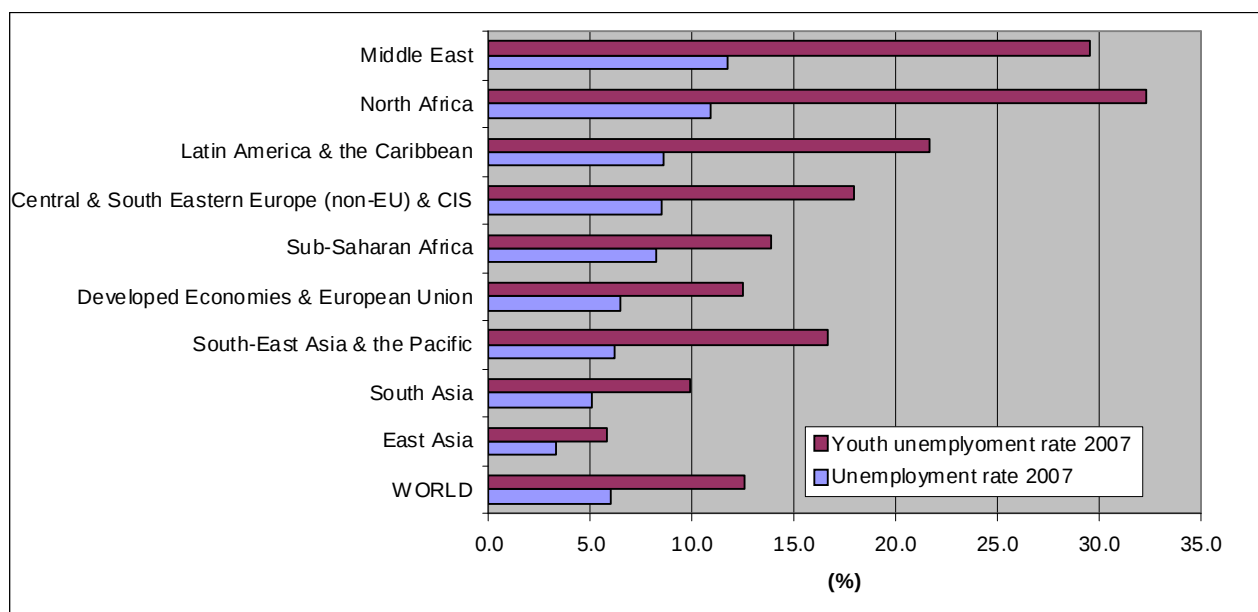
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/EASTASIAPACIFICEXT/EXTAPHALFYEARLYUPDATA/0,,menuPK:550232~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:550226,00.html>

européenne avait une productivité de huit fois supérieure à celle d'un travailleur en Asie de l'Est, elle n'est plus que de cinq fois supérieure en 2007.

Les estimations actuelles indiquent que le nombre de personnes qui travaillent en Asie de l'Est mais vivent encore avec leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour a chuté à 286,8 millions, soit 35,6 pour cent de toutes les personnes employées en 2007. Cette proportion était de 59,1 pour cent il y a dix ans. Quant aux travailleurs en situation d'extrême pauvreté selon le critère de 1 dollar EU par jour, elles ne représentent que 8,7 pour cent de toutes les personnes au travail, alors qu'elles représentaient 18,8 pour cent de l'ensemble des travailleurs il y a dix ans. Il apparaît que les hausses soutenues de la productivité ont entraîné des augmentations de revenus et permis à des familles de s'affranchir de la pauvreté.

À quels défis cette région prospère va-t-elle devoir faire face ? De plus en plus de pays de l'Asie de l'Est sont sur le point de devenir des économies intermédiaires. La richesse fraîchement acquise devra être convenablement gérée. Pour ce faire, il faudra redoubler d'efforts pour inverser la tendance à l'accroissement de l'inégalité¹⁵ observée dans certains pays de la région. Le développement et le bon fonctionnement des marchés du travail pourront y aider, par exemple en veillant à ce que les rémunérations suivent les gains de productivité. Ces marchés du travail devront être un facteur d'intégration plus grand et il conviendrait de mettre en place des associations professionnelles et des systèmes de sécurité sociale pour anticiper les périodes de ralentissement de la croissance. Un autre défi consiste à préparer les jeunes à l'avenir en investissant dans le capital humain qu'ils représentent, d'autant que le travail à faible coût ne restera pas l'avantage comparatif offert par la région. Par ailleurs, même si de plus en plus de personnes quittent l'agriculture, il importe de continuer à surveiller ce secteur dans lequel la plupart des pauvres travaillent et dont la contribution au PIB de la région demeure considérable. De plus, l'amélioration des autres composantes du travail décent ne suit pas le rythme du développement économique : le nombre moyen d'heures de travail est plus élevé que dans d'autres régions, dépassant 50 heures par semaine dans certains pays ; la santé et la sécurité au travail ainsi que les droits des travailleurs n'ont pas connu d'avancées significatives ; et le dialogue social entre travailleurs, employeurs et pouvoirs publics ne s'est pas matérialisé partout, loin s'en faut. Pour finir, les problèmes environnementaux sans cesse croissants pourraient rapidement faire obstacle au développement économique et ils auront sans aucun doute un énorme impact sur les marchés du travail.

Figure 6 : Taux de chômage total et des jeunes, dans le monde et par région, 2007



Source : BIT, *Modèle des Tendances mondiales de l'emploi*, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1. * Les estimations 2007 sont préliminaires.

¹⁵ Banque asiatique de développement, *Key Indicators 2007, Inequality in Asia*, Manille, 2007.
http://www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2007/default.asp

7. Asie du Sud-est et Pacifique

En Asie du Sud-est et Pacifique, le développement a été moins spectaculaire qu'en Asie de l'Est et que, plus récemment, en Asie du Sud. La région a néanmoins profité du boom économique en Chine et en Inde ainsi que des bonnes performances économiques enregistrées par les économies les plus développées ces dernières années ; ainsi, pour la quatrième année consécutive, le taux de croissance du PIB a été d'au moins 6 pour cent en 2007. Dans la région, le Pacifique affiche les plus mauvais résultats économiques.

Le ratio emploi-population de la population totale a légèrement baissé entre 1997 et 2007 (passant de 67,2 pour cent en 1997 à 66,4 pour cent en 2007), principalement par suite d'une forte chute du ratio emploi-population des jeunes. Ce dernier a chuté de 4,7 points de pourcentage pour s'établir, en 2007, au niveau relativement bas de 47,1 pour cent. Cela résulte en partie d'une plus forte scolarisation. Pour l'ensemble de la population comme pour les jeunes, les ratios emploi-population sont beaucoup plus faibles pour les femmes que pour les hommes, l'écart n'étant toutefois pas aussi marqué qu'en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Les taux de chômage régionaux, relativement bas, se sont stabilisés ces dernières années. Il y a toutefois lieu de s'inquiéter du taux de chômage croissant des femmes qui participent déjà moins aux marchés du travail et que la hausse de ce taux pourrait décourager encore plus. En 2007, 6,9 pour cent des femmes étaient au chômage pour 5,6 pour cent des hommes, alors que l'écart n'était que de 0,3 point de pourcentage il y a dix ans. Certains marchés du travail de la région offrent de moins en moins de possibilités d'emploi aux jeunes. C'est tout particulièrement le cas en Indonésie. Dans la région, un jeune a ainsi cinq fois plus de risque qu'un adulte d'être au chômage. Entre 1997 et 2007, le taux de chômage des jeunes a grimpé de 6,3 points de pourcentage, soit la plus forte hausse du monde. En 2007, la situation était presque aussi mauvaise pour les jeunes hommes (taux de 16,0 pour cent) que pour les jeunes femmes (taux de 16,7 pour cent). Pour les jeunes ayant fait des études, le chômage est non seulement le résultat du petit nombre d'emplois proposés, mais aussi du fossé grandissant entre les attentes de ces jeunes et la qualité des emplois disponibles. Bien qu'ils aient fait de bonnes études, la majorité de ces jeunes au chômage doivent batailler ferme pour décrocher de bons emplois dans le secteur formel, pendant que les jeunes n'ayant pas fait d'études continuent de devoir accepter les emplois proposés dans l'économie informelle en expansion.

La sortie de l'agriculture se fait plus lentement que dans d'autres régions d'Asie, et même qu'en Afrique subsaharienne. En 2007, 43,9 pour cent de toutes les personnes employées travaillaient encore dans le secteur agricole, soit à peine 4,8 points de pourcentage de moins qu'il y a dix ans. C'est la troisième plus forte proportion du monde après l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, avec une répartition hommes-femmes presque égale. 19 pour cent de toutes les personnes employées travaillent dans l'industrie, ce qui représente la deuxième plus faible proportion du monde après l'Afrique subsaharienne mais, après une brusque chute entre 1997 et 1998, on a constaté une forte tendance à la hausse. L'augmentation des emplois dans le secteur des services a elle aussi été lente, seule l'Afrique du Nord ayant vu augmenter plus lentement le nombre des personnes travaillant dans ce secteur. L'augmentation de la part des services est essentiellement due à l'arrivée des femmes dans ce secteur.

Le changement en termes de situation d'emploi s'est révélé légèrement plus important que la mutation sectorielle, notamment pour ce qui concerne la sortie des femmes du groupe de travailleurs contribuant à une activité familiale. La part de ce groupe dans l'emploi total a chuté de 10,5 points de pourcentage, pour s'établir à 36,0 pour cent – ce qui reste néanmoins le deuxième niveau le plus élevé du monde après l'Asie du Sud. Apparemment, une grande partie des femmes s'est installée à son compte. Mais un aspect prometteur est qu'une partie encore plus grande est passée dans le groupe des travailleurs rémunérés et salariés, où la part des femmes a ainsi augmenté de 5,7 points de pourcentage entre 1997 et 2007, pour atteindre 35,1 pour cent. Les changements dans la situation de l'emploi des hommes ont été moins spectaculaires, tout en allant dans la bonne direction, à savoir la baisse du nombre de travailleurs contribuant à une activité familiale et la hausse du nombre de ceux intégrant le travail rémunéré et salarié, ce dernier groupe comptant à présent plus de quatre travailleurs sur dix. Dans l'ensemble, entre 1997 et 2007, l'emploi vulnérable a chuté de 4,0 points de pourcentage ces dix dernières années. En 2007, six personnes employées sur dix se trouvaient en situation d'emploi vulnérable.

On note une stagnation de la hausse de la productivité du travail, beaucoup plus lente que dans d'autres régions asiatiques, l'Asie du Sud-est et Pacifique étant ainsi supplantée par l'Asie de l'Est en termes de niveaux de productivité. Ainsi, l'augmentation de la moyenne annuelle a été inférieure à 2 pour cent entre 1997 et 2007, mais elle a toutefois beaucoup progressé ces dernières années.

Si l'on prend ensemble les résultats des indicateurs du marché du travail tous confondus, on est à première vue surpris par l'évolution de la pauvreté au travail : sa part, selon le critère de 1 dollar EU par jour, a presque diminué de moitié, passant de 24,1 pour cent en 1997 à 13,4 pour cent en 2007. Quant à la pauvreté selon le critère de 2 dollars EU par jour, sa baisse de 12,2 points de pourcentage a été la deuxième plus forte du monde après l'Asie de l'Est. Pourtant, un travailleur sur deux vit avec sa famille avec moins de 2 dollars EU par jour. L'une des explications de la réduction rapide de la pauvreté au travail réside dans le fait que la région est partie, il y a dix ans, de niveaux de pauvreté plus bas et de revenus par habitant supérieurs à ceux d'autres régions, ce qui signifie qu'elle n'avait pas besoin d'une croissance aussi importante pour améliorer encore la situation. (Pour de plus amples informations sur la pauvreté au travail aux Philippines et sur les estimations relatives à la pauvreté au travail en général, voir Encadré 4.)

La région continue d'avoir besoin d'emplois décents. À l'avenir, le défi sera de savoir comment trouver des secteurs permettant la création de tels emplois, d'autant plus que la région n'offre aucun avantage en termes de coût de la main d'œuvre ou de niveaux de productivité. Etant donné que seuls des niveaux de productivité accrus pourront assurer le développement du travail décent, il y a une nécessité urgente de mettre l'accent sur l'amélioration de la productivité par le développement de l'éducation et des compétences professionnelles.

La situation pose un défi particulier dans de nombreuses îles-Etats du Pacifique où, en plus de la forte expansion de la main d'œuvre et de la mauvaise performance du marché du travail, le niveau de vie s'est détérioré.

Le Cambodge, le Vietnam et les Philippines ont montré des évolutions prometteuses au cours de la dernière décennie, de même que Singapour ces toutes dernières années. Dans ces trois premiers pays, si la croissance du PIB n'a pas été déterminée par une bonne performance du secteur agricole, elle a néanmoins été soutenue par une telle performance. Cela devrait servir de bon exemple pour d'autres pays de la région au même niveau de développement, étant donné que la part de ce secteur demeure élevée dans ces pays et que la pauvreté devient de plus en plus un phénomène rural.¹⁶

Des dispositifs de protection sociale et des filets de sécurité sociale sont plus importants que jamais, en particulier pour la jeune génération, eu égard au défi majeur du chômage auquel elle doit faire face. La situation des jeunes sur les marchés du travail de la région est en effet devenue le défi le plus urgent. Le taux de chômage élevé et le fossé existant entre les attentes des jeunes et la qualité des emplois, avec le découragement qui en découle, finiront par entraver fortement le développement. La proportion des jeunes dans la population d'âge actif va diminuer dans le futur (voir Figure 7), ce qui pourrait conduire à un chômage plus faible chez les jeunes. Mais, pour les jeunes de la génération actuelle, il faut prendre des mesures pour les aider à mieux s'intégrer aux marchés du travail, faute de quoi une bonne partie de leur potentiel pourrait être perdue.

Encadré 4

Micro-analyse de la pauvreté au travail aux Philippines

Dans la présente édition, toutes les estimations relatives à la pauvreté au travail découlent d'un modèle macro-économétrique qui prend les taux de pauvreté comme facteur principal. (Pour plus d'informations sur la méthodologie d'estimation, voir Kapsos, S., *Estimating Growth Requirements for Reducing working poverty: can the world halve working poverty by 2015?* Employment Paper 2004/14, BIT, Genève, 2004 et <http://www.ilo/trends> pour des informations sur toutes les estimations mondiales et régionales.) L'utilisation de modèles basés sur des macro-données pour estimer la pauvreté au travail s'explique en grande partie par l'absence de mesures directes de la pauvreté parmi les populations employées. Il ne fait toutefois aucun doute que les micro-estimations de la pauvreté au travail sont plus fiables que les macro-estimations puisqu'elles sont directement basées sur des mesures directes au niveau des ménages et n'ont pas besoin de recourir aux hypothèses simplificatrices qui sous-tendent les macro-estimations. Pourtant, il est habituellement difficile de

¹⁶ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, « L'Agriculture au service du développement », Washington, 2007
<http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTWDRS/EXTWDR2008/0,,menuPK:2795178~pagePK:64167702~piPK:64167676~theSitePK:2795143,00.html>.

faire une analyse minutieuse de la relation entre emploi et pauvreté car le moyen le plus fiable de recueillir des informations sur les deux sujets est de procéder à des études « dédiées » séparées, telles que l'Étude de la population active (EPA) pour connaître la situation d'emploi de la population et l'Étude sur les revenus et dépenses des ménages (ERDM), ou l'Étude de mesure du niveau de vie, pour mesurer la pauvreté.

Dans le cas des Philippines, l'enquête EPA et l'enquête ERDM sont conduites sur les mêmes ménages, ce qui permet de calculer directement la pauvreté au travail en utilisant des sources idéales, tant pour l'emploi que pour la situation au regard de la pauvreté. Les résultats ont fait apparaître que, au total, plus de 3 millions de travailleurs de 15 ans et plus aux Philippines vivaient avec moins de 1 dollar EU par jour en 2003, et près de 12,6 millions avec moins de 2 dollars EU par jour ; soit respectivement 9,9 et 40,9 pour cent des travailleurs. Que l'on utilise le seuil de 1 dollar EU ou celui de 2 dollars EU pour la pauvreté au travail, les macro-estimations dérivées aboutissent à une surestimation du taux de pauvreté et du nombre de personnes concernées par rapport aux micro-estimations. Il importe de noter que la comparaison entre les résultats dérivés des micro- et macro-estimations se base sur les données d'un seul pays et pour une seule année et n'offre donc pas de preuve concluante de la fiabilité des diverses hypothèses utilisées dans les estimations faites à partir de macro-estimations. Toutefois, le cas des Philippines révèle un potentiel considérable pour élargir l'application des micro-enquêtes à la production de nouvelles estimations par pays de la pauvreté au travail et pour commencer à tester et à améliorer les hypothèses qui sont à la base des modèles existants basés sur des macro-estimations. Outre les estimations plus justes qu'elles offrent du niveau de la pauvreté au travail par pays, les micro-enquêtes permettent de produire des classifications nationales et régionales d'une large variété d'indicateurs du marché du travail et d'indicateurs socio-économiques. Ces classifications permettent une plus grande exploitation de données statistiques et d'approches basées sur des données avérées, pour définir une politique, tout en donnant aux chercheurs et à la société civile la possibilité de surveiller les tendances et les progrès de ces éléments en direction d'objectifs nationaux et régionaux.

Source : Kapsos, S., « Méthodes pour l'estimation du nombre de travailleurs pauvres à l'aide de macro et de micro-données », document préparé pour les Nations Unies, Conseil économique et social des Nations Unies, [Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique], Comité de la réduction de la pauvreté, Document No. E/ESCAP/CPR(4)/5, 19 septembre 2007

8. Asie du Sud

La croissance économique récente a abouti à une réduction spectaculaire de la pauvreté en Asie du Sud. Dans un rapport récent,¹⁷ La Banque mondiale a même estimé que la région pourrait peut-être vaincre la pauvreté en une génération. Cela pourrait bien être le cas, mais seulement si le développement économique est suivi par ailleurs des tendances positives du marché du travail.

Traditionnellement, les ratios emploi-population en Asie du Sud ont toujours été très bas à cause des faibles taux d'activité des femmes, qui continuent d'être un potentiel inexploité dans la région. En 2007, seules 3,5 femmes sur dix d'âge actif travaillaient effectivement, cette proportion ayant même légèrement baissé au cours des dix dernières années, à l'instar de celle des hommes dont le ratio emploi-population était de 78,1 pour cent en 2007. Ces deux fléchissements sont dus à une très forte tendance à la baisse de l'emploi des jeunes. Heureusement, cela résulte du nombre accru de jeunes faisant des études même si, malheureusement, l'inégalité des chances entre filles et garçons demeure importante.¹⁸ Si cette disparité persiste, elle ne fera que renforcer à l'avenir les obstacles rencontrés par les femmes sur les marchés du travail. En 2007, le ratio emploi-population des jeunes était de 42,4 pour cent, à raison de 26,2 pour cent pour les jeunes femmes et 57,2 pour les jeunes hommes.

Ce qui rend la situation des femmes encore plus mauvaise c'est que, en dépit de leur déjà faible participation, elles ont un risque supérieur aux hommes de se retrouver au chômage : leur taux de chômage était de 5,8 pour cent en 2007 par rapport à 4,8 pour cent pour les hommes. Heureusement, ces taux sont plutôt faibles comparés à ceux d'autres régions, et l'inquiétude portant sur leur éventuelle hausse au fil du temps ne s'est jusqu'ici pas traduite dans les faits. Au cours des quatre dernières années, on a observé une baisse du taux global aboutissant à un taux de chômage total de 5,1 pour cent en 2007. Les pays d'Asie du Sud diffèrent encore du reste de l'Asie du fait qu'ils sont largement tributaires de l'agriculture et, partant, des conditions climatiques et de la demande de produits agricoles, ainsi que des prix. Le secteur agricole représente plus de la moitié de l'emploi total (48 pour cent de tous les emplois se trouvent dans l'agriculture), niveau plus élevé que dans toutes les autres régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne. Mais aucune autre région du monde n'a vu une baisse aussi rapide des emplois agricoles que l'Asie du Sud, la part du secteur agricole ayant chuté de 11,4 points de pourcentage au cours des dix dernières années. La baisse a plus concerné les femmes que les hommes. Vers où les emplois se sont-ils déplacés ? Curieusement, étant donné la grande attention suscitée par l'externalisation vers l'Inde d'emplois dans le secteur des services, c'est le secteur industriel qui a vu augmenter le plus fortement ses emplois, qui ont atteint 21,7 pour cent de l'ensemble des emplois en 2007 alors qu'ils n'étaient que de 15,3 pour cent en 1997. C'est de loin la plus forte augmentation de toutes les régions et, une fois encore, la proportion des femmes dans le secteur industriel a plus augmenté que celle des hommes. Au cours de cette même période, la part de l'emploi dans le secteur des services n'a augmenté que de 5,1 points de pourcentage, c'est-à-dire moins que dans les Economies développées et Union européenne, l'Europe centrale et du Sud-Est et CEI, l'Asie de l'Est et même que dans l'Afrique subsaharienne.

Cette tendance notoire de déclin de l'emploi agricole s'est-elle traduite par une diminution des emplois vulnérables dans la région ? Hélas non, la part de l'emploi vulnérable est demeurée la plus élevée du monde. Plus que sept personnes sur dix travaillent soit à leur compte soit en contribuant à une activité familiale, avec tous les risques économiques inhérents à la situation de ces groupes. La baisse du ratio entre 1997 et 2007 a ainsi été plus faible que dans d'autres régions pauvres. L'évolution la plus intéressante est la sortie des femmes du groupe des travailleurs contribuant à une activité familiale, la majorité d'entre elles rejoignant plus le groupe des travailleurs à leur propre compte que celui des travailleurs rémunérés et salariés, passant ainsi d'un groupe vulnérable à un autre, ce qui n'a

¹⁷ Banque mondiale, « Can South Asia end poverty in a generation? », Washington, 2007

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/SOUTHASIAEXT/0,,contentMDK:21050421~pagePK:146736~piPK:146830~theSitePK:223547,00.html>.

¹⁸ Voir par exemple : Oxfam, « 9.th girls' education in South Asia », *Education and gender equality series, Programme Insights*, Oxfam GB, février 2006. <http://www.oxfam.org.uk/resources/issues/education/downloads/edpaper9.pdf> et UNICEF, *The Gap Report, Gender achievements and prospects in education*, New York, 2005. <http://www.ungei.org/gap/index.php>.

que très légèrement accru leur indépendance économique. Comme le montre l'Encadré 5 relatif au Pakistan, cette évolution ne se produit pas dans tous les pays de la région.

On note une fois encore avec intérêt la baisse spectaculaire de l'extrême pauvreté au travail, qui est en contradiction avec la lenteur des changements dans l'emploi vulnérable. La part dans l'emploi total des travailleurs pauvres à 1 dollar EU par jour a chuté de 20,3 points de pourcentage entre 1997 et 2007, soit la baisse la plus importante de toutes les régions. Cette part, qui était la plus élevée du monde au début des années 1990, est aujourd'hui inférieure à 33,0 pour cent. Comment peut-on expliquer cette contradiction entre les deux indicateurs ? Elle vient sans doute du fait que, par suite de la croissance économique, les emplois créés dans le groupe des travailleurs à leur propre compte semblent être suffisamment bien payés pour permettre à ces travailleurs de se hisser au-dessus du seuil de pauvreté. Mais l'une des caractéristiques de ce type d'emplois est qu'ils sont souvent les plus vulnérables aux ralentissements économiques et que, bien payés ou non, ils sont rarement susceptibles d'être décents, selon les critères des quatre piliers du travail décent. En effet, ces travailleurs ne disposent habituellement ni de protection sociale, ni de droits au travail fondamentaux, ni d'une possibilité de s'organiser.

Cette hypothèse se trouve encore renforcée si l'on observe la proportion de travailleurs pauvres à 2 dollars EU par jour. Huit travailleurs sur dix relèvent encore de ce groupe, seule l'Afrique subsaharienne affichant une proportion supérieure. Même si cette part des travailleurs pauvres à 2 dollars EU par jour est plus faible qu'il y a dix ans où elle atteignait neuf travailleurs sur dix, les avancées réalisées sont moins importantes que dans les autres régions d'Asie. Les nouveaux emplois ont donc été tout juste bons pour sortir les travailleurs de l'extrême pauvreté au travail, mais en les faisant seulement passer dans la pauvreté à 2 dollars EU par jour.

La forte proportion de travailleurs pauvres à 2 dollars EU par jour résulte essentiellement de la faiblesse constante des niveaux de productivité. Bien que le niveau ait presque augmenté de 50 pour cent entre 1997 et 2007, il demeure en 2007 le deuxième plus faible du monde après l'Afrique subsaharienne. Des niveaux de productivité aussi faibles ne sauraient dégager des salaires suffisamment élevés pour hisser les travailleurs hors de la pauvreté.

À l'heure actuelle, l'Asie du Sud présente encore un énorme déficit de travail décent. Trop de gens sont dans des situations d'emploi vulnérable et trop de personnes au travail vivent encore dans la pauvreté. Mais certains signes sont encourageants : les gens quittent peu à peu l'agriculture pour travailler dans des secteurs plus productifs ; l'extrême pauvreté décline de manière spectaculaire ; les taux de chômage restent faibles et la hausse de la productivité atteint progressivement des niveaux qui seront bientôt suffisants pour payer des salaires suffisamment élevés pour hisser les gens au-dessus du seuil de 2 dollars EU par jour. Le défi ne réside pas tant dans la création d'emplois en général que dans la création d'emplois décents ; et il présente une difficulté particulière eu égard à l'augmentation de la population active dans la région. Ce défi ne pourra être relevé avec succès que si la région parvient à créer une meilleure intégration des marchés du travail formels – pour les pauvres, pour les femmes, pour les jeunes et aussi pour le nombre colossal d'analphabètes qui font actuellement partie de la population active et qui sont souvent relégués dans des emplois n'offrant aucune perspective d'avenir. Ce qui implique d'autre part d'investir dans l'éducation et dans d'autres formes de capital humain pour établir les conditions préalables pour permettre aux pauvres d'obtenir de meilleurs emplois. Il importe également que la région se prépare à une situation économique moins favorable qu'elle ne l'est aujourd'hui en mettant en place des dispositifs de protection sociale pour s'assurer que les gens ne retombent pas dans la pauvreté. Le défi consiste à trouver un bon équilibre entre la flexibilité, la stabilité et la sécurité des conditions de travail sur des marchés de l'emploi dynamiques. Étant donné la forte croissance économique, la région est à présent en mesure de proposer les réformes et les investissements dans le capital humain qui s'imposent.

Encadré 5

Analyse de la vulnérabilité du marché du travail : l'exemple du Pakistan

L'emploi vulnérable, qui peut servir d'indicateur pour évaluer les déficits de travail décent, a diminué de 2,5 points de pourcentage au Pakistan entre 1999-00 et 2005-06. Un examen précis des segments de marché qui en ont bénéficié, des groupes qui sont restés à la traîne, et de ce que le déclin de la vulnérabilité mesuré à partir de la situation de l'emploi signifie en termes d'autres indicateurs du marché du travail, est au moins aussi important que le chiffre global de cette diminution au cours d'une période de croissance économique rapide.

- Au niveau national, l'emploi vulnérable est associé avec l'analphabétisme au Pakistan, la proportion d'analphabètes étant nettement plus élevée chez les travailleurs à leur compte ou contribuant à une activité familiale (52,9 pour cent) que chez les employeurs et les employés (36,9 pour cent).
- Une enquête réalisée sur les différents groupes du marché du travail montre que la vulnérabilité a baissé de 5,0 points de pourcentage pour les hommes mais qu'elle s'est accrue de 6,5 points pour les femmes, ce qui est dû en partie à une augmentation du nombre de femmes contribuant à une activité familiale.
- Une ventilation par secteur économique fait apparaître que la vulnérabilité est souvent réduite dans les secteurs qui ont dernièrement augmenté leurs effectifs, tels que les secteurs manufacturiers, du commerce et du bâtiment ; à l'exception du secteur financier, dont la hausse de l'emploi s'est accompagnée d'une part croissante d'emplois vulnérables. Toutefois, compte tenu de la nature de ce secteur, qui affiche par exemple le taux d'analphabétisme le plus bas de tous les secteurs économiques, il est peu probable que cette hausse traduise un déficit croissant de travail décent.

L'analyse de l'emploi vulnérable au Pakistan débouche sur le projet PNUD/BIT sur « L'information et l'analyse concernant le marché du travail » dans ce pays, dont l'objectif est d'aider à l'élaboration en temps opportun de données actualisées constituant un élément entrant dans la formulation et le suivi des politiques favorables aux pauvres, au travail décent et autres, notamment grâce à une série de rapports sur le marché du travail. La première édition de *Tendances de l'emploi au Pakistan*, parue en 2007, a mis l'accent sur l'évaluation des dimensions importantes de l'emploi décent au Pakistan. La deuxième édition, à paraître prochainement, met l'accent sur le développement des compétences, un domaine crucial pour le développement économique et social du Pakistan. Une troisième édition examinera la position des jeunes sur le marché du travail, à partir notamment de nouvelles données portant sur la transition de l'école à la vie active. Des projets semblables sont actuellement mis en place par le BIT dans d'autres pays, en vue d'améliorer la base d'analyse et d'information pour la formulation de politiques d'emploi décent.

Source : BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*, 5^e Edition, Genève, 2007, Chapitre 1, et *Tendances de l'emploi au Pakistan*, Ministère du travail, de la main d'œuvre et des Pakistanais établis à l'étranger, Islamabad, 2007).

9. Europe centrale et du Sud-Est et CEI

La croissance économique de la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI a été spectaculaire, avec des taux de croissance annuels dépassant 5 pour cent entre 1997 et 2007 et même 7 pour cent au cours des cinq dernières années. Toutefois, cette croissance a été inégalement répartie entre les pays de la région, laissant certains des plus pauvres encore plus à la traîne. L'économie la plus importante de la région, la Russie, des résultats de laquelle dépendent bon nombre d'autres pays, a enregistré une forte croissance de plus de 6 pour cent par an au cours des cinq dernières années.

Les résultats économiques assez bons semblent enfin avoir un impact sur les ratios emploi-population. La tendance à la baisse, observée sans discontinuer depuis l'effondrement du système soviétique, s'est enfin interrompue et l'on a pu observer une légère hausse du ratio ces toutes dernières années. En 2007, le ratio emploi-population des hommes était supérieur de 0,4 point de pourcentage à celui d'il y a dix ans, à 63,8 pour cent et celui des femmes, supérieur de 0,5 point de pourcentage à 45,6 pour cent. Les ratios emploi-population des jeunes semblent eux aussi être parvenus à un tournant avec une tendance à la hausse au cours de ces dernières années, mais ils se maintiennent au niveau plutôt faible de 36,0 pour cent, soit le même niveau qu'il y a dix ans. C'est le troisième plus faible ratio du monde pour les jeunes après l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, où les ratios bas sont le résultat de la faible participation des femmes. Dans le cas de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI, le faible taux s'explique par la participation peu élevée des jeunes aux marchés du travail, principalement causée par le découragement.

Les taux de chômage demeurent élevés, avec seulement une tendance à la baisse très lente qui, bien entendu, décourage encore un peu plus les gens à participer aux marchés du travail. En 2007, pour l'ensemble de la région, le taux de chômage est demeuré le même que l'année précédente, soit 8,5 pour cent. De nombreux chômeurs sont des jeunes en quête d'un premier emploi et qui, même s'ils réussissent à accéder au marché du travail, sont souvent confrontés à la précarité et à l'emploi à court terme. Le taux de chômage des jeunes était de 17,3 pour cent en 2007. Traditionnellement, la région ne présentait pas de disparités importantes entre le chômage des hommes et celui des femmes, ces dernières ayant en fait même tendance à être moins nombreuses au chômage que les hommes. Mais, dans la cohorte des jeunes, les femmes ont plus de risque de chômage que les hommes, ce qui n'était pas le cas après la période de transition. Il faut y voir un signe d'avertissement que l'égalité des sexes sur les marchés du travail a commencé à se dégrader.

Même dans les économies plus tournées vers l'agriculture, les gens quittent rapidement ce secteur qui, dans l'ensemble, a vu sa proportion de travailleurs chuté de 7,4 points de pourcentage depuis 1997, pour s'établir à 19,5 pour cent en 2007. Mais le nombre de personnes employées dans l'industrie a lui aussi baissé de 2,3 points de pourcentage au cours de cette même décennie. Hormis les économies industrialisées, c'est la seule région à avoir vu baisser la part des emplois dans l'industrie, qui était de 26,1 pour cent en 2007. De ce fait, le secteur des services est le seul à avoir vu sa part d'emplois augmenter de près de 10 points de pourcentage. Avec six femmes sur dix et cinq hommes sur dix travaillant dans ce secteur, ce dernier offre plus de la moitié des possibilités d'emploi dans la région.

La situation de l'emploi a très peu changé entre 1997 et 2007, pour les hommes comme pour les femmes. L'évolution la plus importante a été celle des femmes sortant du groupe des travailleurs contribuant à une activité familiale mais, avec une diminution d'à peine 2,6 points de pourcentage en dix ans, ce changement est loin d'être spectaculaire. Du fait de la lenteur de ces évolutions, l'emploi vulnérable n'a diminué que de 0,8 point de pourcentage. Avec deux personnes sur dix confrontées à une situation d'emploi vulnérable, la région continue d'afficher le deuxième taux le plus bas du monde après les économies industrialisées.

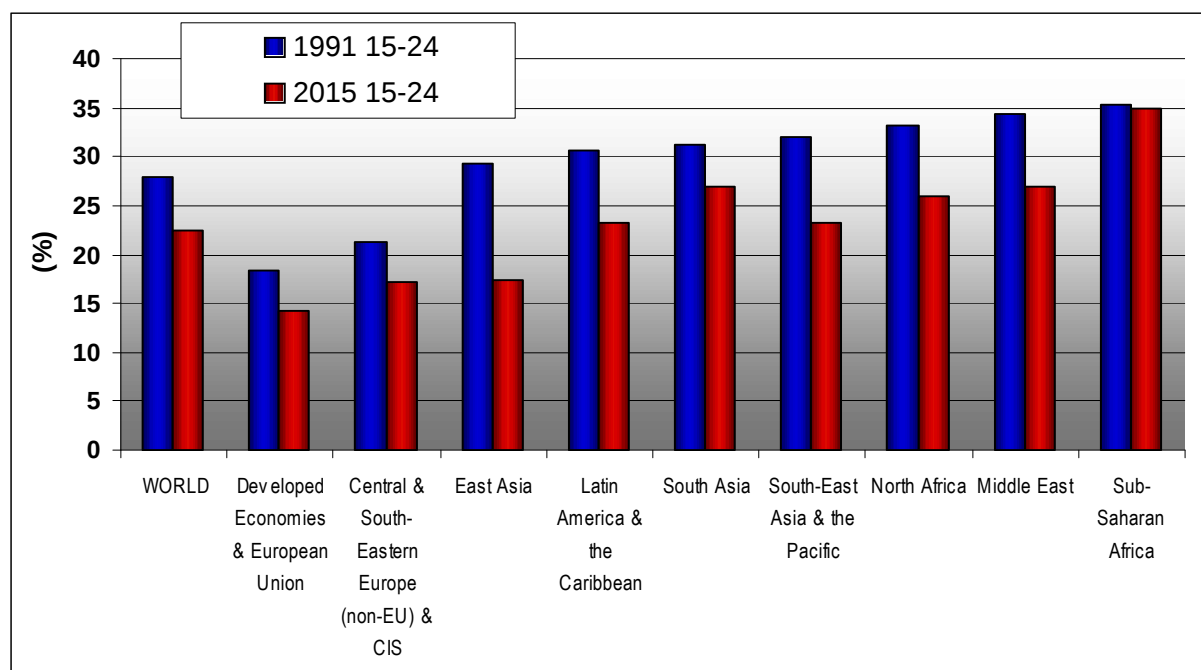
La stagnation du développement de l'emploi vulnérable est en contradiction avec les formidables hausses de productivité enregistrées entre 1997 et 2007, de près de 5 pour cent par an en moyenne, hissant la productivité de la région à un niveau comparable à celui de l'Amérique latine et Caraïbes et du Moyen-Orient. Au cours de cette même période, la productivité a ainsi augmenté de plus de 50 pour cent, soit la deuxième hausse la plus forte du monde après l'Asie de l'Est. Le fait que ces changements ne se soient pas produits de manière linéaire mais par des grands bonds en avant et

en arrière successifs pourrait être l'une des raisons permettant d'expliquer pourquoi cette avancée ne s'est pas produite par une amélioration de l'emploi vulnérable. Si les changements dans la productivité ne sont pas prévisibles et procèdent par à-coups, les entreprises ont tendance à ne pas créer d'emplois salariés décents, préférant avoir des personnes dans des situations d'emploi permettant de les remplacer aisément. Mais cette situation précaire affaiblit à son tour la demande car les personnes en situation vulnérable sont moins susceptibles de dépenser de l'argent.

Même si les emplois des personnes sont vulnérables, ils sont toutefois suffisamment bons pour leur permettre d'échapper à l'extrême pauvreté au travail. La proportion des personnes vivant avec 1 dollar EU par jour est ainsi passée de 5,8 pour cent en 1997 à 1,9 pour cent en 2007 et, au cours de la même période, celle des personnes vivant avec 2 dollars EU par jour a chuté de 31,9 pour cent à 21,0 pour cent. Il est intéressant de noter que cette proportion est presque identique à celle des personnes se trouvant dans des situations d'emploi vulnérable. Si la région parvient à maintenir les tendances de ces cinq dernières années et à commencer à traduire la croissance économique en croissance de l'emploi décent, cela permettrait de réduire encore plus le déficit de travail décent.

Les principales tâches qui attendent les pays de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI consistent à remédier aux taux de chômage élevés et aux faibles taux d'emploi pour mieux bénéficier du potentiel offert par la population d'âge actif. Cela ne sera possible que si des politiques macroéconomiques sont lancées pour favoriser à la fois l'investissement *et* la création d'emplois décents et si le marché du travail et les politiques sociales contribuent à l'inclusion, surtout des jeunes, et à la réduction de la pauvreté. Etant donné que, jusqu'ici, la croissance économique n'a jamais conduit ni à une baisse substantielle du chômage ni à des situations d'emplois moins précaires, il n'est pas étonnant que la région soit confrontée à de vastes flux d'émigration. Ce niveau de l'émigration est un souci croissant en raison de l'exode de nationaux très qualifiés. On estime que ce phénomène réduit les capacités de développement économique à long terme ; ce qui est particulièrement préoccupant du fait que la part des jeunes dans la population d'âge actif, qui était déjà très faible par rapport à d'autres pays (voir Figure 7), va encore diminuer. Si l'on n'y prête pas suffisamment attention, le vieillissement et la baisse de la démographie de ces sociétés deviendront un obstacle au développement ultérieur de la région. Les marchés du travail, les systèmes de sécurité sociale, les politiques de retraites, les soins de santé, les modèles d'épargne et de consommation se trouvent donc confrontés à de gigantesques défis.

Figure 7 : Proportions de jeunes (15-24 ans) dans la population d'âge actif dans le monde et par région, en 1991 et 2015



Source : BIT, *Modèle des Tendances mondiales de l'emploi*, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1.

10. Economies développées et Union européenne

L'analyse du marché du travail de la région des Economies développées et Union européenne diffère de celle des régions moins développées dans la mesure où les niveaux, les tendances et l'importance des indicateurs du marché du travail ne sont pas les mêmes pour ces deux types de régions. Ainsi, certains indicateurs très importants pour l'analyse de marchés du travail dans des régions en développement n'ont pas la même pertinence pour des régions développées, par exemple l'emploi vulnérable (voir Figure 8 pour les différences relatives à la situation de l'emploi dans les Economies développées et Union européenne et d'autres régions) et la pauvreté au travail. Les défis et les politiques identifiés dans des régions développées seront également différents. Cela étant dit, l'analyse des pays développés revêt une importance particulière non seulement pour la région elle-même mais aussi pour d'autres régions ; et ce notamment car : a) certaines tendances des marchés du travail d'Economies développées et de l'UE ont un impact sur les marchés du travail d'autres régions ; b) certaines tendances des marchés du travail de régions en développement ont un impact sur les marchés du travail d'Economies développées et Union européenne ; et c) une analyse minutieuse des tendances du marché du travail doit définir dans quels domaines les économies développées devront servir de point de repère pour l'avenir des marchés du travail de pays en développement.

En matière de performance économique, la plupart des économies de la région ont bénéficié d'une autre année de forte croissance assortie d'une inflation raisonnable en dépit de la hausse des prix du pétrole et des produits de base. La croissance de la région, de 2,5 pour cent, a été moins forte que l'année précédente : la performance harmonieuse de la région au cours des dix dernières années (avec un taux de croissance annuel de 2,6 pour cent) s'est trouvée légèrement perturbée par suite des turbulences engendrées par la crise du secteur immobilier aux Etats-Unis.

Toutefois, une baisse aussi faible de la croissance se traduit immédiatement sur les marchés du travail. Ainsi, les indicateurs de ces marchés du travail pour la région des Economies développées et Union européenne n'ont pas confirmé les tendances positives de ces toutes dernières années mais ont montré, entre 2006 et 2007, certains signes de stagnation. Le nombre de chômeurs a augmenté de 600 000, pour atteindre 32,1 millions en 2007, cette hausse étant légèrement supérieure pour les hommes que pour les femmes. Le taux de chômage s'est maintenu pratiquement inchangé à 6,4 pour cent après avoir régulièrement baissé depuis 2003. Parallèlement, les emplois ont augmenté de 1,9 million, soit un taux de 0,4 pour cent, et le ratio emploi-population a enregistré une baisse marginale à 56,4 pour cent. La hausse de l'emploi a été la plus faible de ces cinq dernières années, la création d'emplois étant dominée par des emplois pour les femmes : sur 1,9 million de nouveaux emplois, 1,6 million allant aux femmes et seulement 0,3 aux hommes. De ce fait, le ratio emploi-population pour les hommes a enregistré une baisse de 0,4 point de pourcentage entre 2006 et 2007, pendant que le ratio pour les femmes demeurait stable à 49,1 pour cent.

Le tableau apparaît plus sombre pour les jeunes : rien qu'en un an, leur taux de chômage a augmenté de 2,1 pour cent, soit 175 000 jeunes chômeurs de plus entre 2006 et 2007. Une fois encore, les hommes ont été plus touchés que les femmes, avec 168 000 jeunes hommes de plus au chômage pour seulement 7 000 jeunes femmes. Le taux de chômage de jeunes hommes est ainsi monté à 13,8 pour cent, tandis que celui des jeunes femmes demeurait stable à 12,5 pour cent ; et le taux de chômage global des jeunes a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 13,2 pour cent. Les jeunes ont 2,4 fois plus de risque de se retrouver au chômage que les adultes. Le nombre d'emplois pour les jeunes a diminué au total de 336 000 (à raison de 309 000 emplois de moins pour les jeunes hommes et 27 000 pour les jeunes femmes), entraînant une baisse de 0,2 point de pourcentage du ratio emploi-population, qui a chuté à 44,2 pour cent (là encore, presque sans changement pour les jeunes femmes à 42,8 pour cent, et chutant à 45,6 pour cent pour les jeunes hommes).

L'abandon de l'industrie au profit des services se poursuit. En 2007, sur l'ensemble des emplois, on n'en trouvait plus que 24,5 pour cent dans l'industrie, contre 71,5 pour cent dans le secteur des services. Mais la situation des hommes et des femmes est différente : à peine plus d'une femme sur dix travaille dans l'industrie pour trois hommes sur dix ; tandis que plus de huit femmes sur dix travaillent dans le secteur des services, pour seulement six hommes sur dix.

Concernant la situation d'emploi, 88 pour cent de toutes les femmes au travail accèdent à des emplois rémunérés et salariés, 3,9 pour cent sont des employeurs, 5,8 pour cent travaillent à leur compte et 2,3 pour cent contribuent à une activité familiale. Quant aux hommes, 82,1 pour cent ont des emplois rémunérés et salariés, 7,9 pour cent sont des employeurs, 9,3 pour cent travaillent à leur compte et 0,8 pour cent contribuent à une activité familiale. À l'exception du groupe des travailleurs rémunérés et salariés, tous les autres groupes ont progressivement perdu de l'importance.

En dépit d'une croissance du PIB plus lente en 2007 qu'au cours de l'année précédente, la hausse de 2,1 pour cent de la productivité a été plus rapide en 2007 qu'en 2006. À l'heure actuelle, il s'agit là d'une tendance préoccupante étant donné que le chômage total s'est accru tandis que l'emploi n'a que légèrement augmenté. Dans le même temps, la hausse intensive de la productivité pourrait conduire à de nouvelles hausses de salaires qui, à leur tour, pourraient mettre un point d'arrêt aux tendances croissantes à l'inégalité observées dans certains pays. L'écart entre le niveau de productivité dans les Economies développées et Union européenne et dans d'autres régions s'est encore creusé tout au long de la dernière décennie, et ce malgré les hausses des taux de productivité enregistrées dans certaines régions. Toutefois, du fait de leurs faibles niveaux de départ, les Economies développées et Union européenne ont été à même de consolider leur avance.

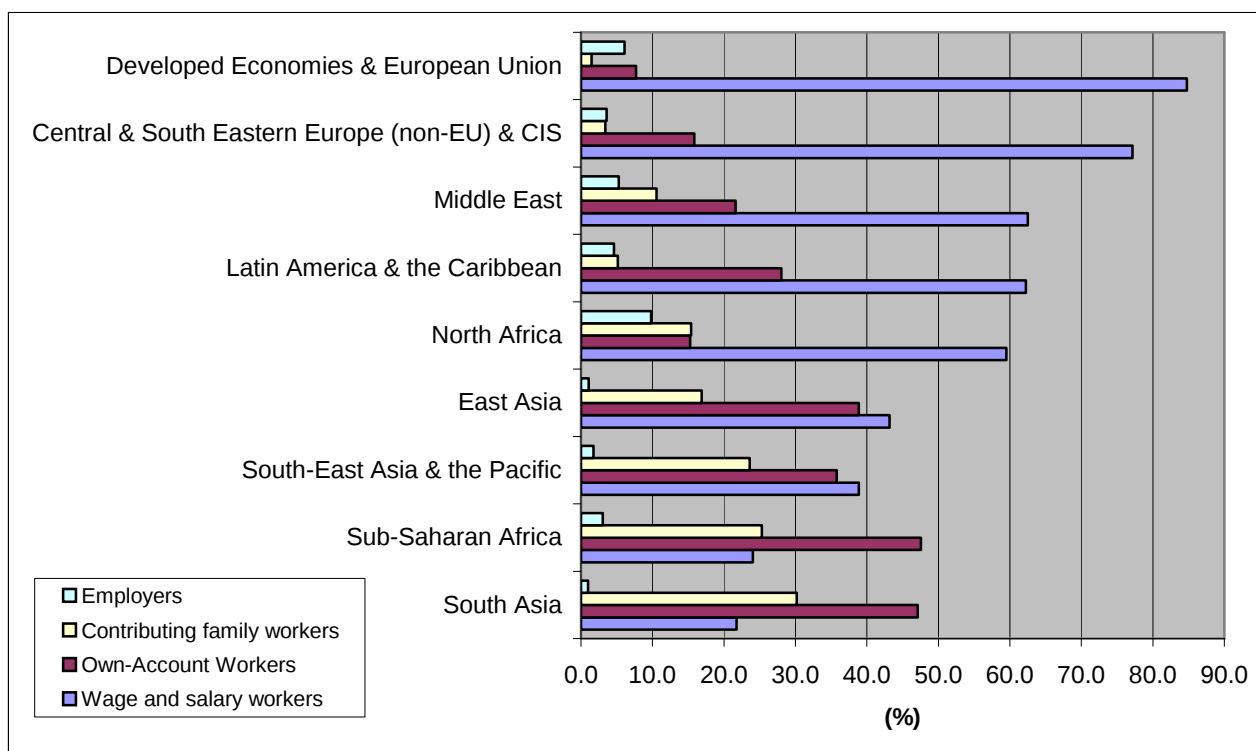
Les perspectives pour les années à venir ne sont pas aussi favorables. Le FMI a semble-t-il jugé si important l'effet de ralentissement engendré par les hausses des prix du pétrole et les turbulences du secteur immobilier aux États-Unis qu'il a ramené ses prévisions de croissance pour la région en 2008 de 2,6 à 2,2.¹⁹ Déjà, les 2,5 pour cent de 2007 se sont avérés insuffisants pour maintenir les tendances positives du marché du travail observées ces dernières années. La création d'emplois a été lente et le chômage a augmenté d'une manière plus prononcée que les années précédentes. Mais en tablant sur une croissance du PIB de la région de 2,2 pour cent au lieu des 2,6 pour cent initialement prévus, on s'attend en 2008 à la création de 240 000 emplois de moins que ceux qui auraient été créés avec une croissance de 2,6 pour cent du PIB.

Outre le ralentissement de la croissance et la menace grandissante qu'elle présente, la région devra relever certains défis dans un avenir proche. En raison du vieillissement de la population, il importe de créer un plus grand nombre d'emplois rémunérés si les pouvoirs publics entendent préserver les niveaux de vie et les systèmes de protection sociale. Avec seulement six personnes sur dix participant activement aux marchés du travail, il existe encore un potentiel inexploité qui pourrait être mieux utilisé si l'on mettait en place les politiques appropriées. On peut le faire en renonçant à des politiques qui dissuadent les gens de travailler et les entreprises de recruter et en faisant plus d'efforts pour améliorer les compétences des travailleurs. La mondialisation et la rapidité des progrès technologiques constituent un autre défi pour les marchés du travail de la région. Il importe que les travailleurs soient prêts et capables de s'adapter rapidement aux changements et à une concurrence plus âpre. On peut y parvenir en leur donnant non seulement les bonnes compétences mais aussi un sentiment de sécurité pour faire face au stress psychologique provoqué par les changements. Les travailleurs qui ont des emplois peu qualifiés semblent être les plus affectés par des changements rapides car ils sont moins bien préparés et aussi parce que c'est souvent ce type d'emploi qui est soit délocalisé dans d'autres pays soit menacé par les migrations de main d'œuvre.²⁰ Enfin, les sociétés ne peuvent tout simplement pas se permettre à long terme le gaspillage de potentiel qui va de pair avec des taux élevés de chômage des jeunes, le découragement et le chômage de longue durée. Les gouvernements devront développer les possibilités de travail décent, en fournissant des services de réemploi, des conseils, des formations et des encouragements financiers efficaces. Par ailleurs, les bénéficiaires de ces prestations doivent prendre des dispositions pour chercher du travail et améliorer leur employabilité.

¹⁹ Fonds monétaire international (FMI), IMF, *World Economic Outlook, Globalization and Inequality*, Washington, octobre 2007, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/02/index.htm>.

²⁰ OCDE, *Perspectives de l'emploi 2007*, Paris, 2007
http://www.oecd.org/document/38/0,3343,en_2649_33927_36936230_1_1_1_1,00.html.

Figure 8 : Répartition des emplois dans l'emploi total, 2007 toutes régions



Catégories dans Figure 8 : Employeurs – Travailleurs contribuant à une activité familiale – Travailleurs à leur compte – Travailleurs rémunérés et salariés.

Source : BIT, *Modèle des Tendances mondiales de l'emploi*, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1. * Les estimations 2007 sont préliminaires.

10. Conclusion

Le monde continue d'être confronté à des changements spectaculaires. La mondialisation et l'évolution rapide des progrès techniques modifient les marchés du travail sur toute la planète. Si de gigantesques défis accompagnent ces changements, ces derniers sont aussi porteurs d'immenses possibilités. On constate ainsi que, sans doute pour la première fois, les turbulences subies par une région (en l'espèce les Economies développées et l'UE et, en tête de pont, les Etats-Unis) peuvent ne pas avoir sur d'autres régions un impact allant jusqu'à causer un ralentissement global. Cela peut être attribué au fait que presque toutes les régions progressent désormais plus de concert avec des liens renforcés plutôt que de compter sur un seul lien bilatéral avec une autre région. D'autre part, la solidarité économique des régions leur permet d'avoir une certaine indépendance économique.

Néanmoins, l'analyse conduite dans ce rapport sur les *Tendances mondiales de l'emploi* a fait apparaître la persistance d'un déficit considérable de travail décent dans le monde. Avec cinq personnes sur dix dans le monde en situation d'emploi vulnérable et quatre sur dix vivant avec leurs familles dans la pauvreté bien qu'elles travaillent, les défis en perspective restent impressionnants. Le progrès économique ne conduit pas automatiquement au progrès dans le monde du travail. Il faut un engagement actif et une décision sans faille de mettre les politiques du marché du travail au centre de la croissance et des politiques macroéconomiques pour garantir un progrès économique complet ne conduisant pas à des inégalités croissantes. Ce n'est que si les pays utilisent leurs marchés du travail pour rendre leur croissance exhaustive que leurs avancées auront une chance réelle d'être durables.

Pour mesurer les avancées de chaque région vers l'objectif d'un *travail plein, décent et productif pour tous*, un ensemble de quatre indicateurs a été examiné. Cette analyse a fait apparaître des disparités entre les différentes régions, non seulement dans leurs probabilités d'atteindre l'OMD 1, mais aussi dans les défis auxquels elles sont confrontées. L'analyse régionale a permis d'illustrer la relation étroite qui existe entre pauvreté au travail, emploi vulnérable et productivité du travail. Quant aux ratios emploi-population, cet indicateur s'est révélé important non seulement pour mesurer le « plein » emploi mais aussi pour repérer les principales tendances générales au sein d'une économie. L'éducation progresse-t-elle ? Le découragement explique-t-il les faibles taux ? Qu'en est-il de l'activité des femmes ?

Mais l'accent mis sur ce nouvel ensemble d'indicateurs ne doit pas détourner complètement l'attention du chômage dans le monde, qui reste un défi considérable dans de nombreuses régions et pour de nombreux groupes de la population, tels que les femmes, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés.

Tout bien considéré, il est apparu évident que toutes les régions disposent encore d'un potentiel de main d'œuvre inexploité. Dans certains cas, les femmes n'ont pas réellement de chance d'accéder aux marchés du travail ; dans d'autres, ce sont les jeunes. De plus, on peut supposer que, pour le moins, chaque personne au travail qui gagne moins d'1 dollar EU par jour pour chaque membre de la famille est sous-employée (en travaillant moins qu'elle le souhaiterait) ou a un emploi à très faible productivité (en travaillant de longues heures mais pas de manière efficace par manque d'instruction ou de matériel) et est, partant, un travailleur dont le potentiel est sous-utilisé. Si l'on ajoute les chômeurs, les personnes découragées et celles qui aimeraient travailler si on leur en donnait la possibilité, il ne fait aucun doute que la croissance et le développement économiques pourraient être nettement supérieurs si chaque personne se voyait offrir un emploi décent.

Annexe 1 Tableaux

Tableau 1
Chômage dans le monde, 1997, 2002-2007 (millions)

Année	1997	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Total	164.8	188.9	185.9	190.8	189.6	187.0	189.9
Hommes	70.2	79.6	79.3	80.9	81.0	80.2	81.6
Femmes	94.6	109.2	106.7	109.9	108.7	106.8	108.3

Source : BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, novembre 2007 ; voir aussi la Note technique dans BIT, Tendances mondiales de l'emploi (Genève, 2005) et pour plus de détails techniques sur les estimations mondiales et régionales, voir <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/wrest.htm>. Les différences par rapport aux estimations antérieures sont attribuables aux révisions des estimations du FMI en matière de croissance du PIB utilisées dans le modèle, ainsi qu'aux révisions des informations sur le marché du travail utilisées. Ces dernières sont tirées de BIT, Indicateurs clés du marché du travail, 5e édition, Genève (2007).

*Les estimations 2007 sont préliminaires.

Tableau 2
Taux d'activité dans le monde, 1997, 2002-2007*

Année	1997	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Total	66.7	66.0	65.8	65.8	65.7	65.7	65.6
Jeunes	57.5	55.2	54.6	54.8	54.6	54.6	54.6
Adultes	69.9	69.6	69.6	69.5	69.4	69.3	69.3

Source : BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1.

*Les estimations 2007 sont préliminaires.

Tableau 3
Indicateurs du marché du travail, monde et régions

Région	Variation du taux de chômage (point de pourcentage)	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi-population (%)		Croissance annuelle de la main-d'œuvre (%)	Croissance annuelle du PIB (%)
	2002-2007*	1997	2006	2007*	2006	2007*	2008p	1997	2007*	1997-2007*	1997-2007*
Monde	-0.5	6.1	6.0	6.0	5.4	5.2	4.8	62.6	61.7	1.7	4.2
Economies développées & Union européenne	-0.9	7.4	6.3	6.4	2.9	2.5	2.2	56.2	56.4	0.7	2.6
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	-1.3	10.7	8.5	8.5	7.3	7.2	6.6	53.7	54.1	0.6	5.3
Asie de l'Est	-0.4	3.7	3.4	3.3	10.1	10.4	9.1	74.9	71.9	1.0	8.4
Asie du Sud-Est & Pacifique	0.1	4.0	6.2	6.2	6.2	6.0	5.8	67.2	66.4	2.5	4.1
Asie du Sud	0.1	4.7	5.1	5.1	9.1	8.4	8.0	58.2	56.7	2.4	6.4
Amérique latine & Caraïbes	-0.4	8.0	8.5	8.5	5.5	5.0	4.3	59.0	60.0	2.4	3.3
Moyen-Orient	-1.1	13.0	11.8	11.8	5.3	5.5	5.6	46.0	50.1	4.9	4.5
Afrique du Nord	-2.9	11.7	11.0	10.9	6.5	6.1	6.8	43.7	45.3	3.3	4.9
Afrique subsaharienne	-0.8	8.5	8.2	8.2	5.3	5.8	6.5	69.1	68.1	3.0	4.1

Source : BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, novembre 2007 ; FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2007 ; voir également la note au tableau 1.

*Les estimations 2007 sont préliminaires.

Tableau 4
Répartition sectorielle de l'emploi, monde et régions, 1997 et 2005 à 2007

	Emploi sectoriel en proportion de l'emploi total				Emploi des femmes en pourcentage de l'emploi total dans le secteur
Année	1997	2005	2006	2007*	2007*
Agriculture					
Monde	41.4	37.1	36.0	34.9	41.3
Economies développées & Union européenne	6.1	4.2	4.2	3.9	36.2
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	27.0	21.1	20.4	19.5	44.0
Asie de l'Est	47.9	42.9	40.9	38.4	47.4
Asie du Sud-Est & Pacifique	48.8	45.5	45.2	43.9	41.4
Asie du Sud	59.4	50.9	49.4	48.0	36.6
Amérique latine & Caraïbes	23.5	19.6	19.7	19.1	22.7
Moyen-Orient	21.4	18.7	18.1	17.5	47.7
Afrique du Nord	35.4	33.6	33.8	32.8	23.9
Afrique subsaharienne	72.1	67.1	65.2	64.7	44.4
Industrie					
Monde	21.1	21.4	21.9	22.4	31.2
Economies développées & Union européenne	28.3	25.0	24.7	24.5	22.9
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	28.3	25.6	25.8	26.1	30.8
Asie de l'Est	24.3	24.3	25.6	26.9	42.0
Asie du Sud-Est & Pacifique	17.1	18.2	18.5	19.0	35.9
Asie du Sud	15.3	20.2	21.0	21.7	24.7
Amérique latine & Caraïbes	20.7	21.7	21.8	22.0	26.5
Moyen-Orient	25.6	25.5	25.4	25.5	19.8
Afrique du Nord	19.9	20.0	20.3	20.6	17.7
Afrique subsaharienne	8.5	9.0	9.4	9.6	25.5
Services					
Monde	37.5	41.5	42.1	42.7	43.2
Economies développées & Union européenne	65.6	70.8	71.2	71.5	52.9
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	44.7	53.3	53.8	54.4	51.6
Asie de l'Est	27.8	32.7	33.5	34.7	42.8
Asie du Sud-Est & Pacifique	34.1	36.3	36.3	37.0	45.6
Asie du Sud	25.2	28.9	29.6	30.3	20.2
Amérique latine & Caraïbes	55.8	58.7	58.5	58.9	51.1
Moyen-Orient	52.9	55.9	56.5	57.0	23.7
Afrique du Nord	44.7	46.4	45.9	46.6	26.9
Afrique subsaharienne	19.4	23.9	25.4	25.7	43.4

Source : BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1.

*Les estimations 2007 sont préliminaires.

Tableau 5
Indicateurs de la pauvreté au travail, monde et régions, 1997, 2002 et 2007

Année	1997	2002	2007*	1997	2002	2007*
	(million)	(million)	(million)	Proportion de l'emploi total (%)	Proportion de l'emploi total (%)	Proportion de l'emploi total (%)
Travailleurs pauvres vivant avec 1 \$ EU par jour						
Monde	612.6	570.4	486.7	24.2	20.9	16.4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	8.7	5.3	3.0	5.8	3.4	1.9
Asie de l'Est	136.8	125.7	69.9	18.8	16.4	8.7
Asie du Sud-Est & Pacifique	54.4	41.7	36.7	24.1	16.8	13.4
Asie du Sud	256.8	227.3	196.4	53.3	42.4	33.0
Amérique latine & Caraïbes	22.8	23.9	19.4	11.6	10.9	8.0
Moyen-Orient	1.0	1.5	2.7	2.4	2.8	4.2
Afrique du Nord	1.2	1.0	0.9	2.6	2.0	1.6
Afrique subsaharienne	130.7	143.6	157.3	57.4	55.6	53.0
Travailleurs pauvres vivant avec 2 \$ EU par jour						
Monde	1363.1	1364.6	1294.57	53.8	49.9	43.5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	47.7	42.0	34.1	31.9	27.2	21.0
Asie de l'Est	431.0	380.5	286.8	59.1	49.7	35.6
Asie du Sud-Est & Pacifique	141.2	140.0	138.5	62.6	56.4	50.3
Asie du Sud	440.7	465.0	478.6	91.5	86.8	80.3
Amérique latine & Caraïbes	66.0	71.6	61.7	33.6	32.6	25.4
Moyen-Orient	10.3	11.9	12.4	24.3	22.6	19.3
Afrique du Nord	22.5	24.4	25.2	50.1	48.7	42.0
Afrique subsaharienne	197.8	224.0	253.3	86.8	86.7	85.4

Source : BIT, *Trends Working Poverty Model*, novembre 2007. Pour plus d'informations sur la méthodologie d'estimation, voir S. Kapsos, « Estimating growth requirements for reducing working poverty: Can the world halve working poverty by 2015? » Employment Strategy Paper, No. 14 (Genève, BIT, 2004) ; disponible sur le site : <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/download/esp14.pdf>. Les différences par rapport aux estimations antérieures sont attribuables aux révisions des estimations du FMI en matière de croissance du PIB utilisées dans le modèle, ainsi qu'aux révisions des informations sur le marché du travail utilisées.

*Les estimations 2007 sont préliminaires.

Tableau 6 : Ratio emploi-population (%), monde et régions, 1997 à 2007

Total	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Monde	62.6	62.4	62.3	62.2	62.0	61.7	61.7	61.6	61.7	61.7	61.7
Economies développées & Union européenne	56.2	56.5	56.6	56.8	56.6	56.0	55.8	56.1	56.2	56.5	56.4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	53.7	53.0	51.5	52.4	52.9	53.1	52.8	53.4	53.6	54.0	54.1
Asie de l'Est	74.9	74.3	74.0	73.9	73.5	73.1	72.8	72.6	72.3	72.1	71.9
Asie du Sud-Est & Pacifique	67.2	66.7	66.8	66.7	66.4	66.2	65.9	65.9	66.3	66.3	66.4
Asie du Sud	58.2	58.3	58.2	57.6	57.4	57.3	57.6	56.8	56.7	56.8	56.7
Amérique latine & Caraïbes	59.0	59.1	59.2	59.3	59.2	59.3	59.7	59.8	60.0	60.0	60.0
Moyen-Orient	46.0	46.5	47.3	47.5	47.1	47.6	48.4	49.3	49.4	49.8	50.1
Afrique du Nord	43.7	43.6	44.0	43.1	42.5	42.7	43.1	44.0	44.6	45.1	45.3
Afrique subsaharienne	69.1	68.9	68.7	68.4	68.2	68.0	67.8	68.2	68.1	68.1	68.1
Femmes	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Monde	49.5	49.3	49.2	49.2	49.1	49.0	49.0	49.0	49.0	49.1	49.1
Economies développées & Union européenne	47.2	47.5	47.8	48.1	48.2	47.9	47.9	48.4	48.6	49.1	49.1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	45.2	44.7	43.1	43.9	44.8	45.3	44.9	45.0	45.2	45.5	45.6
Asie de l'Est	68.7	68.1	67.8	67.6	67.2	66.8	66.3	66.1	65.8	65.5	65.2
Asie du Sud-Est & Pacifique	55.0	54.7	54.9	54.8	54.6	54.4	54.2	54.5	54.7	54.8	55.1
Asie du Sud	34.7	34.8	34.6	34.2	34.3	34.4	34.8	33.8	33.9	34.0	34.1
Amérique latine & Caraïbes	42.1	42.5	43.2	43.6	43.7	44.2	44.9	45.5	46.3	46.7	47.1
Moyen-Orient	20.8	21.7	22.7	23.1	23.1	23.9	24.9	26.2	26.7	27.4	28.1
Afrique du Nord	19.9	19.9	20.4	19.8	19.5	19.7	20.1	20.6	21.2	21.6	21.9
Afrique subsaharienne	58.0	57.7	57.5	57.3	57.0	56.7	56.5	57.0	56.9	56.9	56.9
Hommes	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Monde	75.7	75.5	75.4	75.2	74.8	74.5	74.4	74.4	74.3	74.4	74.3
Economies développées & Union européenne	65.9	66.0	65.9	66.0	65.5	64.7	64.2	64.3	64.3	64.4	64.0
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	63.4	62.3	61.0	62.0	62.1	61.9	61.8	62.9	63.1	63.6	63.8
Asie de l'Est	80.9	80.2	80.0	79.9	79.5	79.2	78.9	78.7	78.5	78.4	78.4
Asie du Sud-Est & Pacifique	79.6	78.9	79.0	78.9	78.6	78.2	77.9	77.6	78.2	78.1	78.1
Asie du Sud	80.1	80.3	80.4	79.6	79.2	78.8	79.1	78.4	78.3	78.2	78.1
Amérique latine & Caraïbes	76.6	76.3	75.9	75.7	75.5	75.1	75.2	74.9	74.4	74.0	73.7
Moyen-Orient	68.7	69.0	69.5	69.6	68.8	69.1	69.8	70.2	70.0	70.1	70.3
Afrique du Nord	67.8	67.6	67.8	66.6	65.9	66.0	66.3	67.6	68.4	68.9	69.1
Afrique subsaharienne	80.6	80.6	80.4	80.0	79.9	79.6	79.4	79.8	79.7	79.7	79.7
Jeunes	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Monde	50.6	50.0	49.6	49.0	48.3	47.8	47.6	47.7	47.8	47.9	47.8
Economies développées & Union européenne	45.1	45.7	45.7	46.2	45.3	44.0	43.0	43.9	44.0	44.4	44.2
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	36.0	35.0	34.4	34.1	33.9	33.5	32.4	34.7	35.1	35.6	36.0
Asie de l'Est	68.3	66.7	65.7	65.0	63.9	63.0	62.3	62.6	62.5	62.7	63.0
Asie du Sud-Est & Pacifique	51.8	50.1	50.6	50.0	49.3	48.4	47.7	46.7	47.4	47.1	47.1
Asie du Sud	44.5	44.5	44.4	43.3	43.1	43.1	43.5	42.5	42.6	42.6	42.4
Amérique latine & Caraïbes	47.6	47.4	47.3	46.9	46.4	45.6	45.7	45.3	45.2	44.7	44.4
Moyen-Orient	29.2	29.9	30.9	31.1	30.2	30.8	31.7	32.4	32.1	32.2	32.2
Afrique du Nord	28.9	28.7	29.6	27.0	25.3	25.6	25.7	26.6	27.2	27.5	27.4
Afrique subsaharienne	57.7	57.6	57.4	57.1	56.8	56.3	56.0	56.5	56.3	56.3	56.2

Source : BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1.

*Les estimations 2007 sont préliminaires.

Tableau 7
Emploi vulnérable en proportion de l'emploi total (%), monde et régions, 1997 à 2007

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Monde	52.8	52.1	52.5	52.2	51.9	51.8	51.7	51.2	50.9	50.5	49.9
Economies développées & Union européenne	11.0	10.8	10.6	10.3	10.1	9.8	9.7	9.7	9.5	9.4	9.2
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	20.1	20.0	22.6	22.1	21.6	20.4	20.6	20.9	19.7	19.8	19.3
Asie de l'Est	63.2	61.5	60.8	60.4	59.6	59.3	58.7	58.1	57.2	56.5	55.7
Asie du Sud-Est & Pacifique	63.4	58.2	63.0	63.5	62.0	62.4	61.7	60.5	60.7	60.1	59.4
Asie du Sud	80.0	80.1	80.0	80.5	79.6	79.1	79.6	79.2	79.1	78.3	77.2
Amérique latine & Caraïbes	31.4	31.2	31.3	32.0	32.8	32.8	32.8	32.9	32.6	33.1	33.2
Moyen-Orient	39.7	43.3	39.6	37.2	38.2	37.0	36.8	35.9	34.5	33.4	32.2
Afrique du Nord	36.9	37.7	35.6	32.9	33.3	33.3	33.2	35.1	33.5	32.0	30.7
Afrique subsaharienne	77.2	78.1	77.7	76.0	76.8	76.7	76.1	74.7	74.9	73.9	72.9

Source : BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1

*Les estimations 2007 sont préliminaires.

Tableau 8
Évolution de la productivité du travail mesurée en rendement par personne employée
(2000 \$ EU constant au PPP) 1997 à 2007

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*
Monde	2.5	0.9	2.0	2.6	1.1	1.8	2.1	3.4	2.9	3.1	2.8
Economies développées & Union européenne	2.2	1.1	2.1	1.9	1.1	2.0	1.6	1.9	1.7	1.9	2.1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI	4.0	-0.1	5.0	5.1	0.6	4.7	7.5	5.6	5.8	5.2	5.6
Asie de l'Est	7.1	5.3	6.6	6.7	6.6	7.8	6.6	7.8	7.5	8.1	7.7
Asie du Sud-Est & Pacifique	2.2	-7.9	1.7	3.7	-0.7	3.1	3.9	4.0	2.3	3.3	2.9
Asie du Sud	2.3	2.8	3.8	3.2	2.9	1.2	4.4	7.2	5.9	4.8	4.0
Amérique latine & Caraïbes	1.5	0.0	-1.6	1.5	-1.4	-1.8	-0.6	3.1	2.6	2.7	1.8
Moyen-Orient	0.1	-2.7	-4.2	0.4	0.4	0.5	1.1	-0.7	2.5	0.5	0.7
Afrique du Nord	0.0	3.1	1.1	3.8	1.5	0.7	1.7	-0.4	0.9	1.7	1.6
Afrique subsaharienne	0.1	-0.6	-0.2	0.9	1.0	1.0	1.2	2.7	2.6	1.6	1.5

Source : BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, novembre 2007 ; voir également la note au tableau 1.

*Les estimations 2007 sont préliminaires.

Annexe 2.

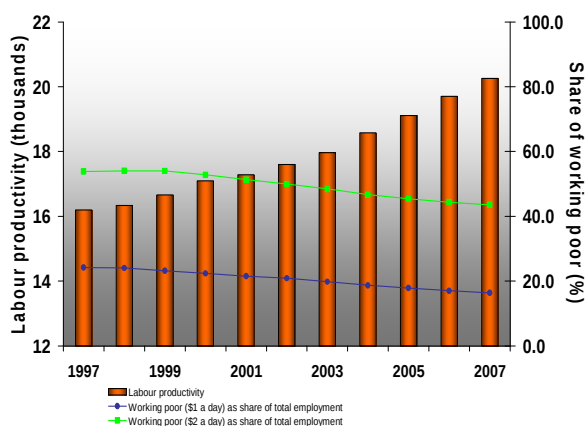
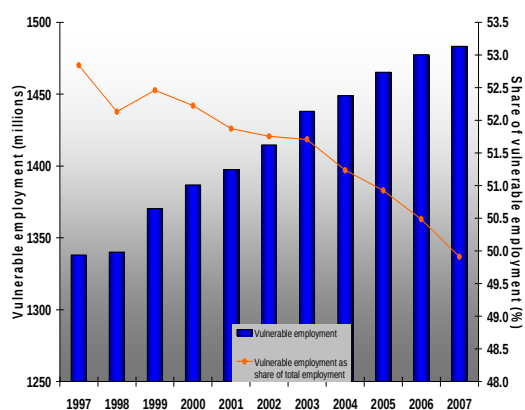
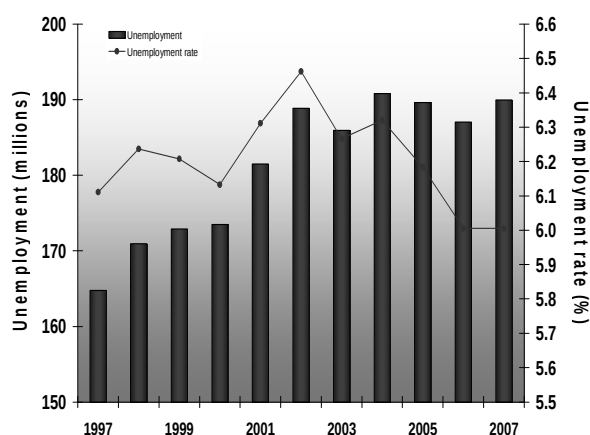
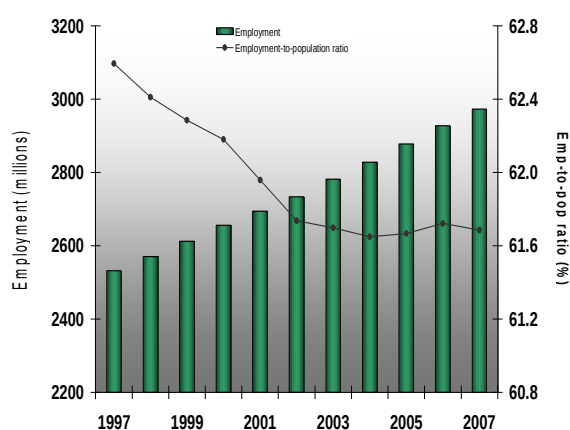
Principaux indicateurs des marchés du travail régionaux et questions à examiner

Les tableaux ci-après présentent les indicateurs du marché du travail les plus courants et proposent une évaluation des questions les plus urgentes dans chaque région.²¹ Ces tableaux peuvent servir de point de départ indiquant aux pouvoirs publics et aux organismes internationaux sur quels défis il convient de mettre l'accent. Ils récapitulent non seulement les conclusions de la présente édition mais tiennent également compte des résultats issus de précédents rapports sur les *Tendances mondiales de l'emploi*. Pour mieux illustrer ces résultats, une série de graphiques est donnée pour chaque région.

²¹ Sauf autre indication, les données portent sur 2007. Il convient de ne pas perdre de vue, en examinant ce tableau, que les évaluations régionales recouvrent d'importantes disparités régionales. Aussi les lecteurs devront-ils s'assurer qu'un pays particulier « corresponde » parfaitement à l'ensemble des caractéristiques définies. Les questions à examiner mentionnées sont d'ordre général et ne prétendent pas être exhaustives.

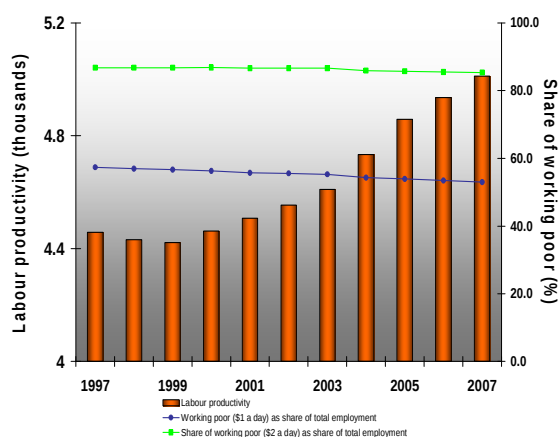
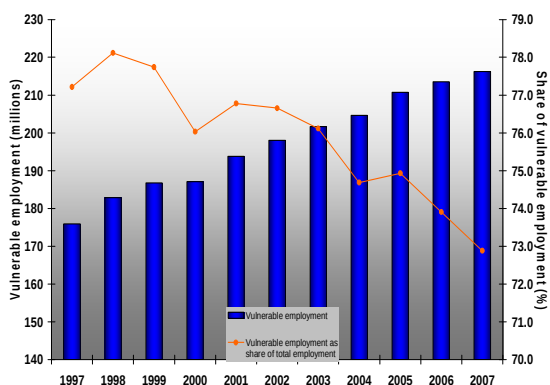
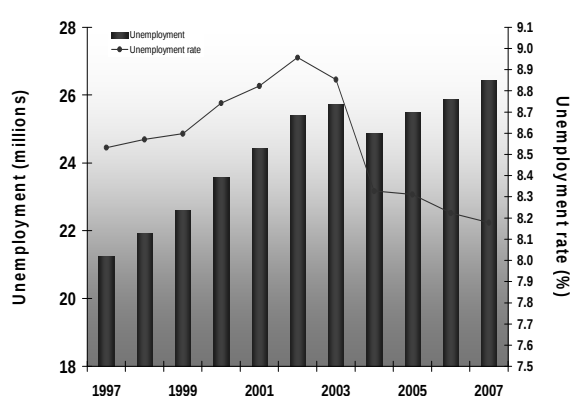
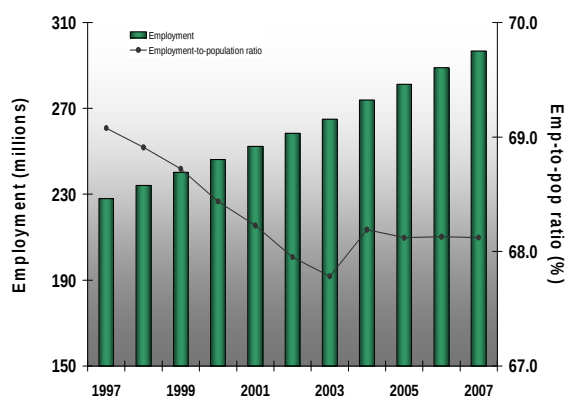
Monde

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité : 65.6% ; jeunes: 54.6%; femmes: 52.5% - Ratio emploi-population: 61.7%; jeunes: 47.8%; femmes: 49.1% - Taux de chômage: 6.0%; jeunes: 12.3%; femmes: 6.4% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 2.8 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 34.9%; industrie: 22.4%; services: 42.7% - Proportion de l'emploi vulnérable: 49.9% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 2.1% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 16.4%; à 2 \$ EU par jour: 43.5%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 24.7% - Taux de croissance démographique annuel: 1.6% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 4.2%
Quelques questions à examiner	
- Création trop lente d'emplois décents en périodes de bonne performance économique - Déficit de travail décent encore important - Discrimination à l'encontre des jeunes, des femmes et des travailleurs peu qualifiés	



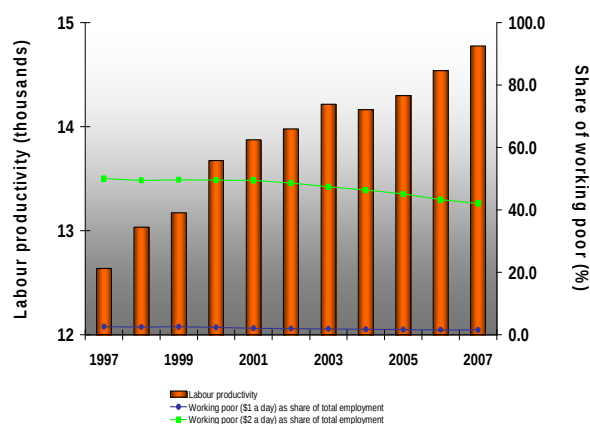
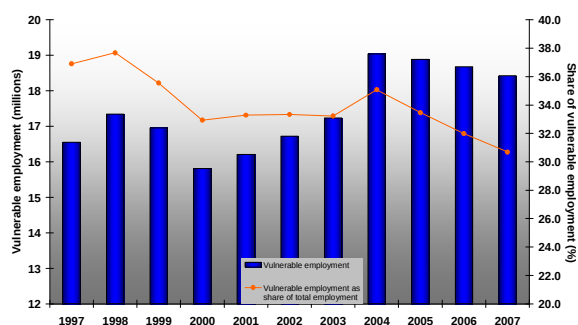
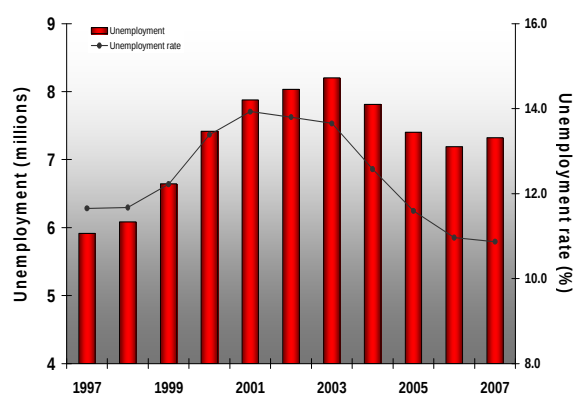
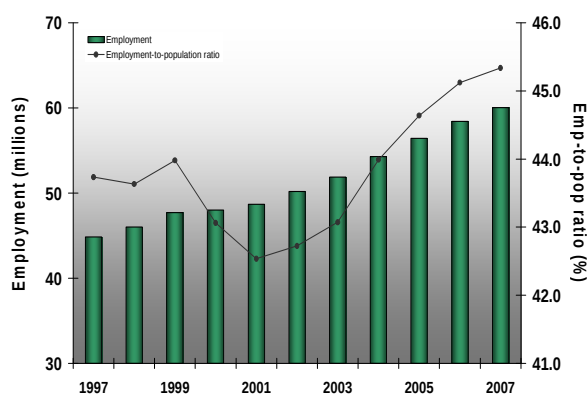
Afrique subsaharienne

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 74.2%; jeunes: 65.2%; femmes: 62.6% - Ratio emploi-population: 68.1%; jeunes: 56.2; femmes: 56.9% - Taux de chômage: 8.2; jeunes: 13.7%; femmes: 9.1% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 2.4 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 64.7%; industrie: 9.6%; services: 25.7% - Proportion de l'emploi vulnérable: 72.9% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 1.1% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 53.0%; à 2 \$ EU par jour: 85.4%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 36.1% - Taux de croissance démographique annuel: 2.6% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07: 4.1%
Quelques questions à examiner	
- Absence des quatre piliers du travail décent - Sous-emploi invisible basé sur une non-concordance des compétences, certaines personnes prenant des emplois qui ne font pas appel à leurs compétences - Forte croissance démographique - Pauvreté/pauvreté au travail élevée - Troubles civils, enfants soldats - Travail des enfants - Nutrition et maladies, y compris VIH-SIDA - Améliorer les taux de scolarisation et le système éducatif - Améliorer la qualité des emplois dans le secteur agricole et l'évolution au sein du secteur non-agricole rural - Encourager l'investissement et la création d'emplois - Gérer les migrations extérieures et intérieures (des zones rurales vers les zones urbaines) - Croissance du secteur formel - Améliorer les infrastructures	



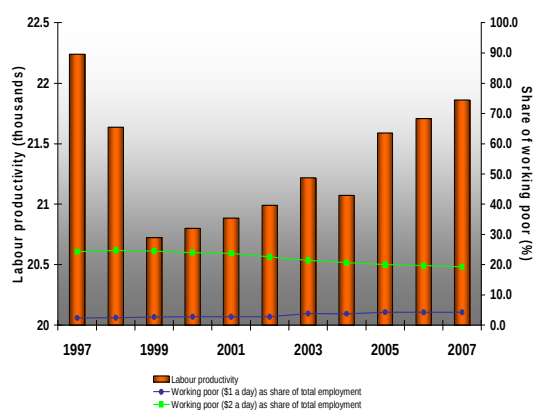
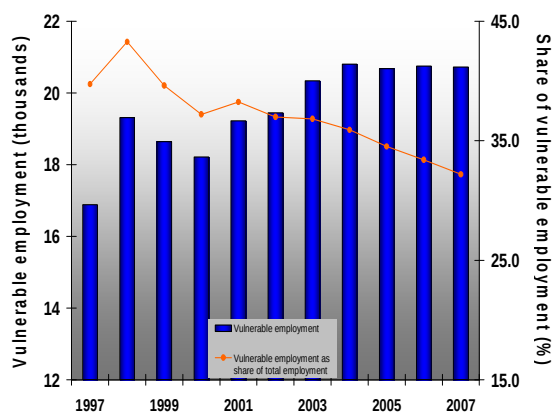
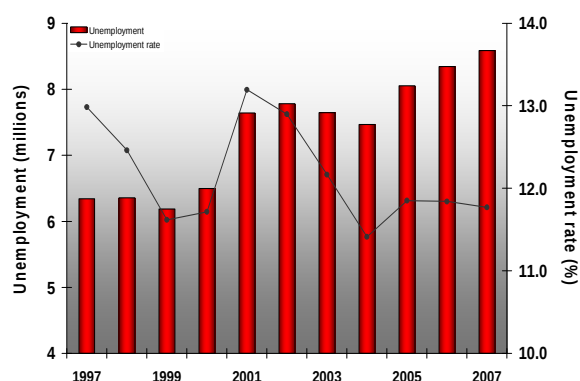
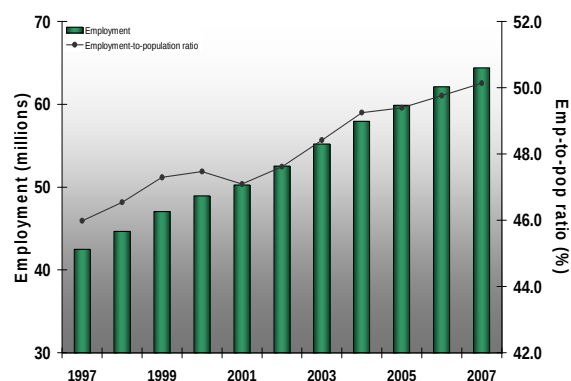
Afrique du Nord

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 50.9%; jeunes: 36.3%; femmes: 26.1% - Ratio emploi-population: 45.3%; jeunes: 27.4; femmes: 21.9% - Taux de chômage: 10.9%; jeunes: 24.5%; femmes: 16.2% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 3.5 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 32.8%; industrie: 20.6%; services: 46.6% - Proportion de l'emploi vulnérable: 30.7% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 1.4% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 1.6%; à 2 \$ EU par jour: 42.0%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 30.5% - Taux de croissance démographique annuel: 2.4% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 4.9%
Quelques questions à examiner	
- Importantes barrières à l'accès des jeunes et des femmes au marché du travail - Sous-emploi invisible basé sur une non-concordance des compétences, certaines personnes prenant des emplois qui ne font pas appel à leurs compétences - Chômage des diplômés - Qualité des emplois – protection sociale, dialogue social, droits fondamentaux au travail - Gérer les migrations extérieures et intérieures - Investissement et création d'emplois - Travail des enfants	



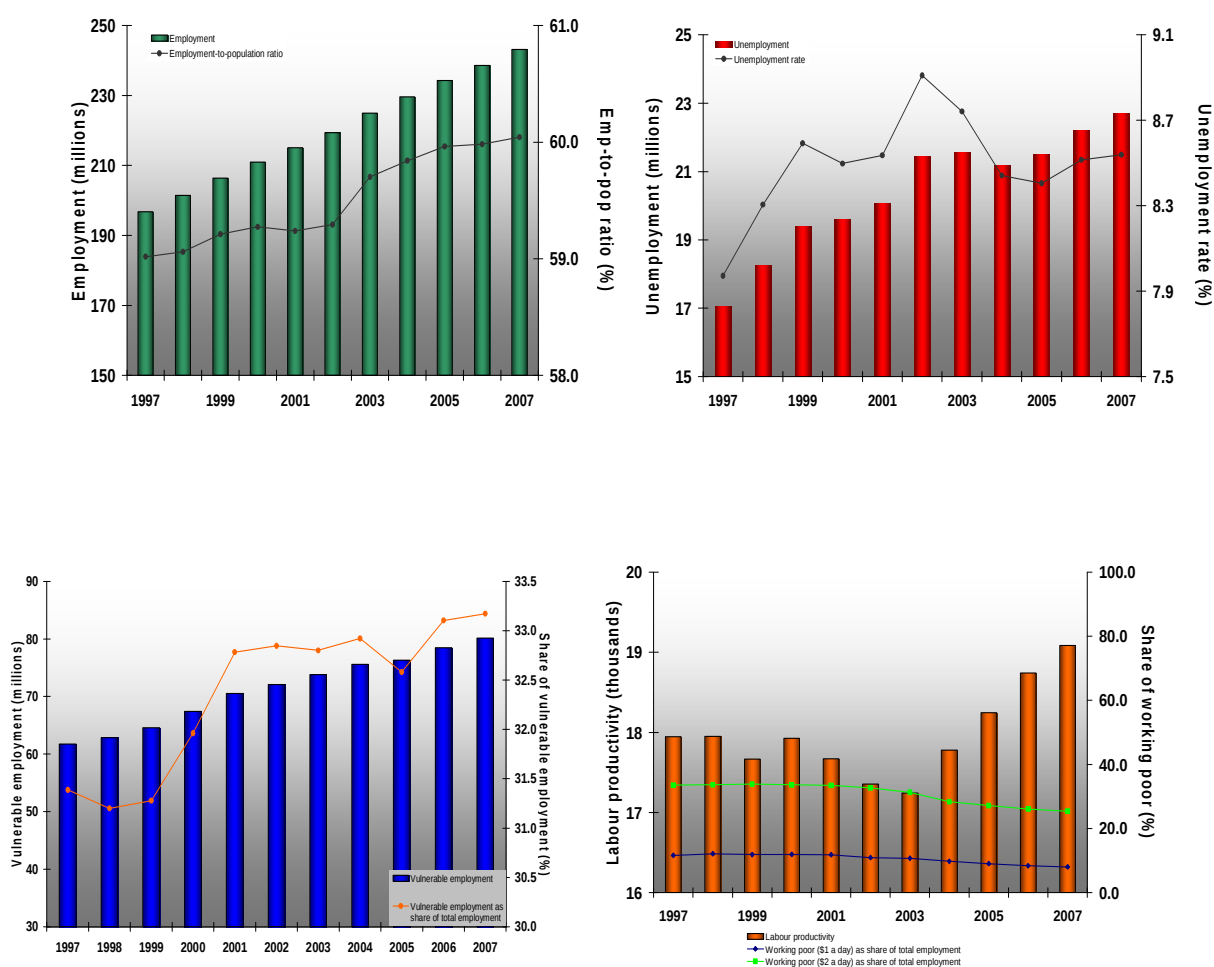
Moyen-Orient

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 56.8%; jeunes: 42.3%; femmes: 33.3% - Ratio emploi-population: 50.1%; jeunes: 32.2%; femmes: 28.1% - Taux de chômage: 11.8%; jeunes: 23.8%; femmes: 15.6% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 3.0 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 17.5%; industrie: 25.5%; services: 57.0% - Proportion de l'emploi vulnérable: 32.2% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: -0.2% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 4.2%; à 2 \$ EU par jour: 19.3%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 32.7% - Taux de croissance démographique annuel: 3.0% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 4.5%
Quelques questions à examiner - Importantes barrières à l'accès des jeunes et des femmes au marché du travail - Sous-emploi invisible basé sur une non-concordance des compétences, certaines personnes prenant des emplois qui ne font pas appel à leurs compétences - Pauvreté et pauvreté au travail à revenus stagnants - Croissance négative de la productivité - Chômage des diplômés - Qualité des emplois – protection sociale, dialogue social, droits fondamentaux au travail - Gérer les migrations extérieures et intérieures - Investissement et création d'emplois	



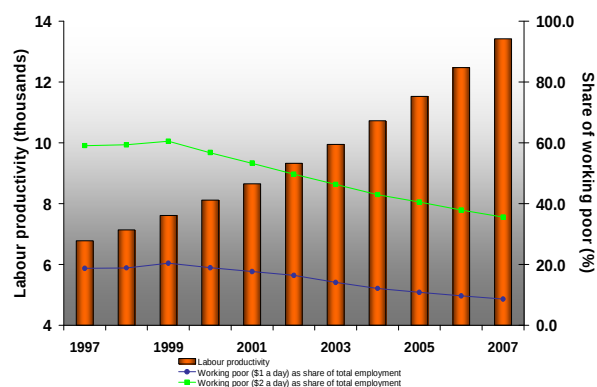
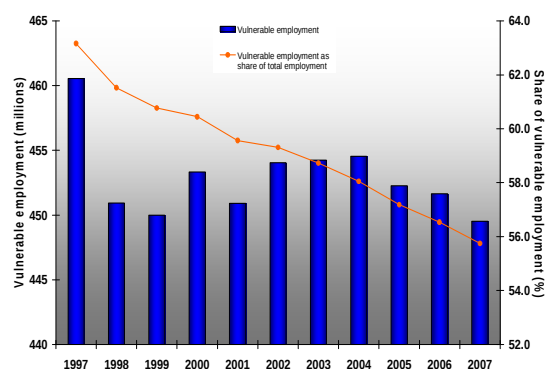
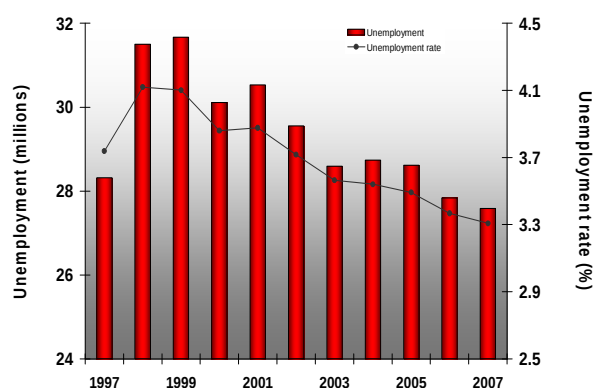
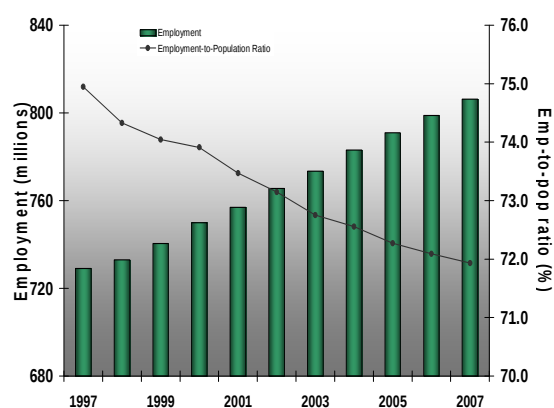
Amérique latine & Caraïbes

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 65.6%; jeunes: 53.6%; femmes: 52.9% - Ratio emploi-population: 60.0%; jeunes: 44.4%; femmes: 47.1% - Taux de chômage: 8.5%; jeunes: 17.2%; femmes: 10.9% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 2.8 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 19.1%; industrie: 22.0%; services: 58.9% - Proportion de l'emploi vulnérable: 33.2% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 0.6% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 8.0%; à 2 \$ EU par jour: 25.4%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 25.8% - Taux de croissance démographique annuel: 1.8% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 3.3%
Quelques questions à examiner	
- Barrières à l'accès au marché du travail particulièrement importantes pour les jeunes - Améliorer les taux de scolarisation et le système éducatif - Encourager l'investissement et la création d'emplois - Croissance du secteur formel - Améliorer les taux de scolarisation - Qualité des emplois - Inégalité et exclusion sociale - Travail des enfants	



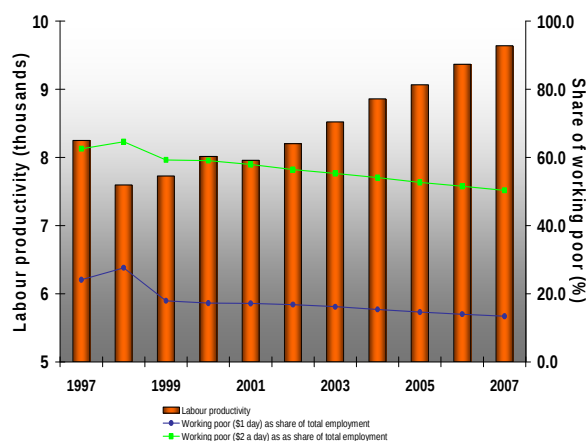
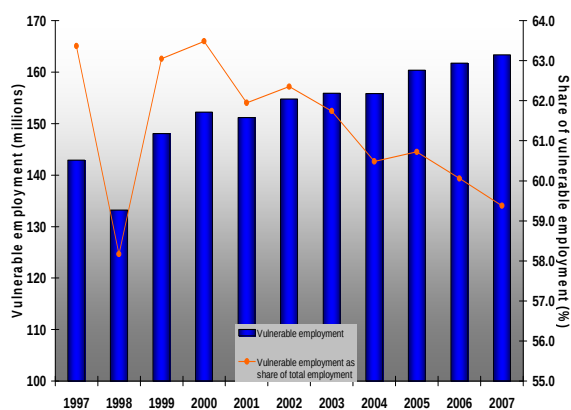
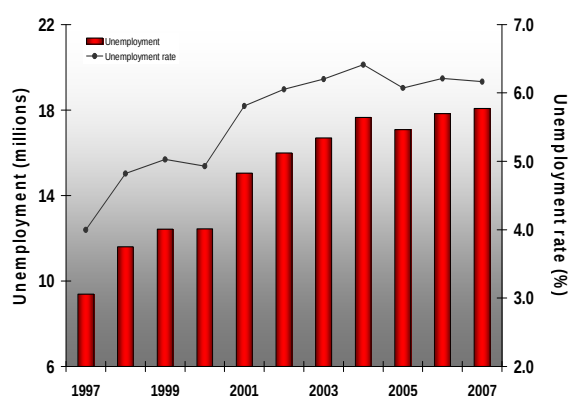
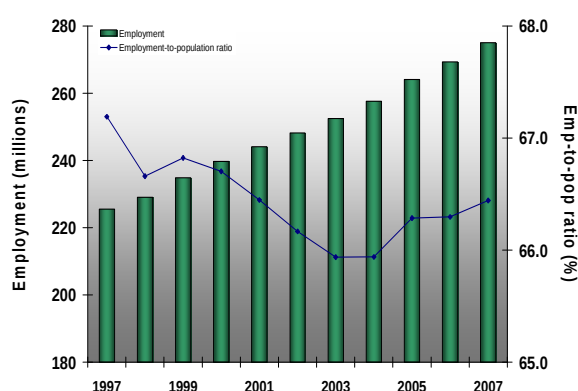
Asie de l'Est

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 74.4%; jeunes: 67.6%; femmes: 67.1% - Ratio emploi-population: 71.9%; jeunes: 63.0%; femmes: 65.2% - Taux de chômage: 3.3%; jeunes: 6.9%; femmes: 2.7% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 2.8 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 38.4%; industrie: 26.9%; services: 34.7% - Proportion de l'emploi vulnérable: 55.7% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 6.4% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 8.7%; à 2 \$ EU par jour: 35.6%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 20.8% - Taux de croissance démographique annuel: 1.3% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 8.4%
Quelques questions à examiner	
- Qualité des emplois – protection sociale, dialogue social, droits fondamentaux au travail, heures de travail - Disparité entre développement rural et urbain - Gérer les migrations extérieures et intérieures (des zones rurales vers les zones urbaines) - Sécurité de l'emploi dans les petites et moyennes entreprises - Travail des enfants - Pénurie de main d'œuvre due au déclin démographique - Augmentation des salaires très en retard sur les gains de productivité	



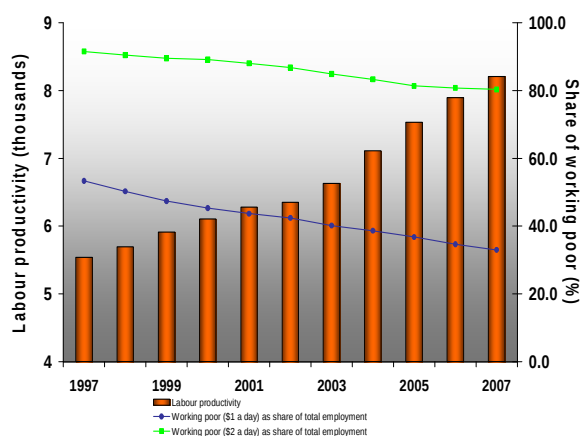
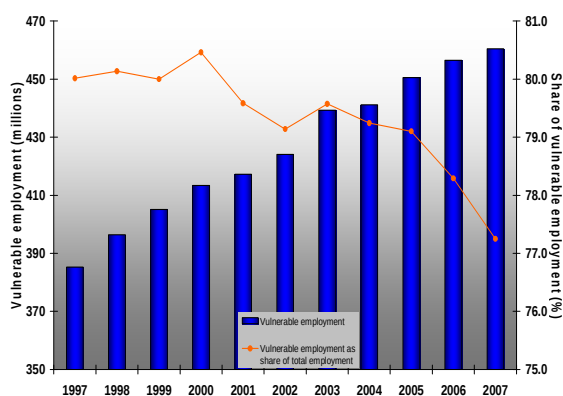
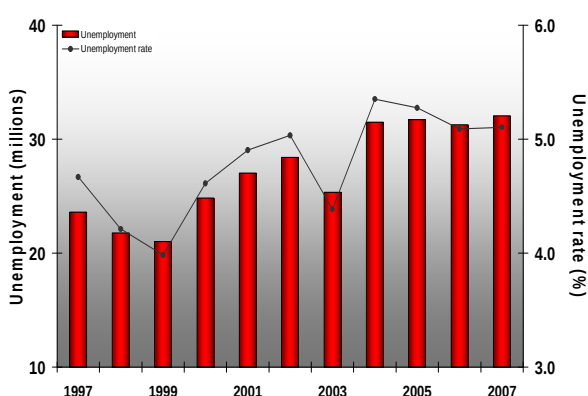
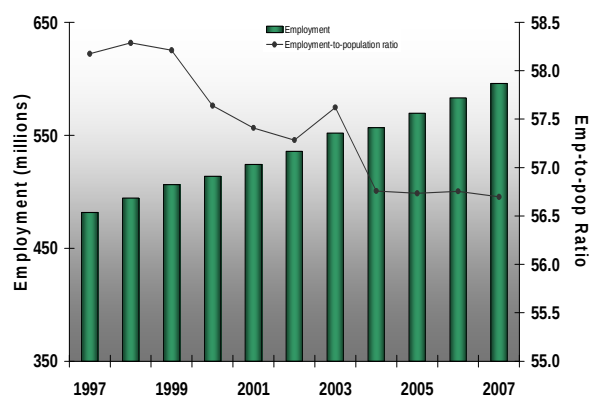
Asie du Sud-Est & Pacifique

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 70.8%; jeunes: 56.2%; femmes: 59.1% - Ratio emploi-population: 66.4%; jeunes: 47.1; femmes: 55.1% - Taux de chômage: 6.2%; jeunes: 16.3%; femmes: 6.9% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 4.7 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 43.9%; industrie: 19.0%; services: 37.0% - Proportion de l'emploi vulnérable: 59.4% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 1.4% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 13.4%; à 2 \$ EU par jour: 50.3%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 26.5% - Taux de croissance démographique annuel: 1.9% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 4.1%:
Quelques questions à examiner - Qualité des emplois – protection sociale, dialogue social, droits fondamentaux au travail, heures de travail - Sous-emploi invisible basé sur une non-concordance des compétences, certaines personnes prenant des emplois qui ne font pas appel à leurs compétences - Jeunes gravement défavorisés - Améliorer les taux de scolarisation - Améliorer la qualité des emplois dans le secteur agricole et l'évolution au sein du secteur non-agricole rural - Encourager l'investissement et la création d'emplois - Gérer les migrations extérieures et intérieures (des zones rurales vers les zones urbaines) - Croissance du secteur formel - Travail des enfants	



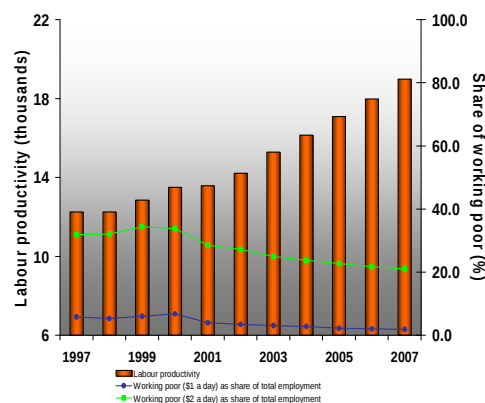
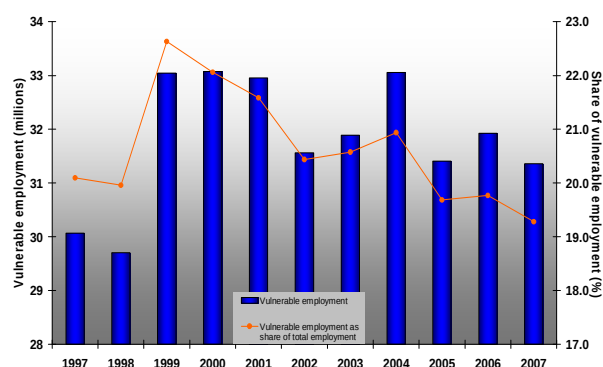
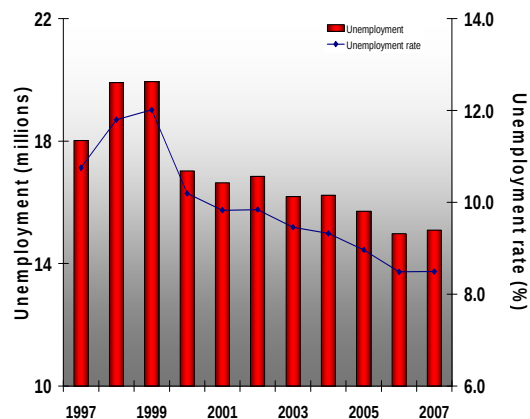
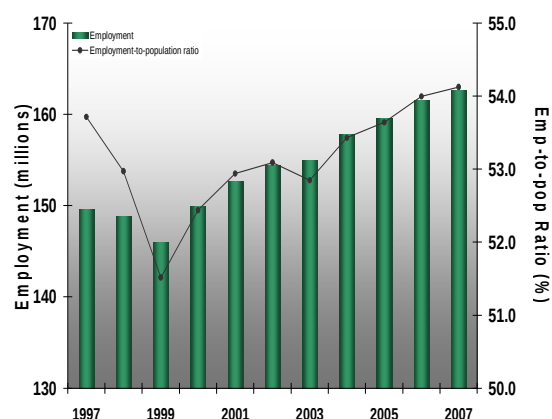
Asie du Sud

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 59.7%; jeunes: 47.0%; femmes: 36.2% - Ratio emploi-population: 56.7%; jeunes: 42.4%; femmes: 34.1% - Taux de chômage: 5.1%; jeunes: 9.8%; femmes: 5.8% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 2.7 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 48.0%; industrie: 21.7%; services: 30.3% - Proportion de l'emploi vulnérable: 77.2% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 3.6% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 33.0%; à 2 \$ EU par jour: 80.3%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 29.5% - Taux de croissance démographique annuel: 2.2% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 6.4%
Quelques questions à examiner	
- Absence des quatre piliers du travail décent - Qualité des emplois – protection sociale, dialogue social, droits fondamentaux au travail, heures de travail - Chômage des diplômés - Sous-emploi invisible basé sur une non-concordance des compétences, certaines personnes prenant des emplois qui ne font pas appel à leurs compétences - Importantes barrières à l'accès des jeunes et des femmes au marché du travail - Gérer les migrations extérieures et intérieures (des zones rurales vers les zones urbaines) - Investissement et création d'emplois - Niveaux de pauvreté et de pauvreté au travail encore élevés - Croissance du secteur formel - Améliorer les taux de scolarisation - Travail des enfants	



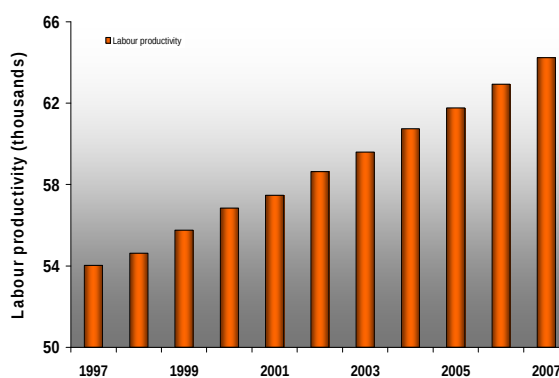
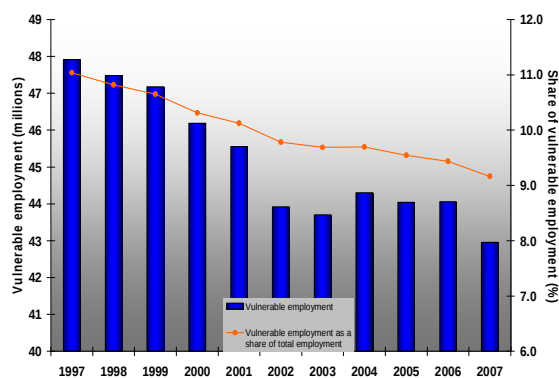
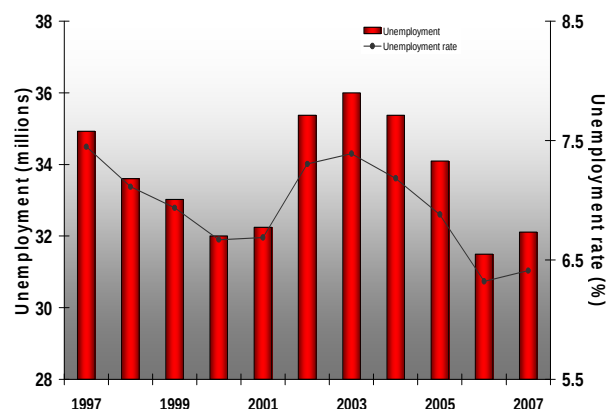
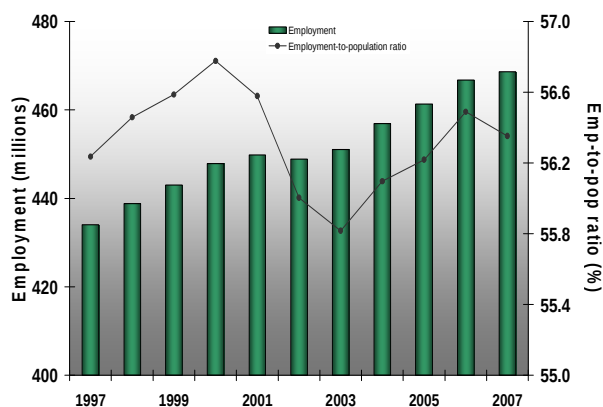
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) & CEI

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 59.1%; jeunes: 43.5%; femmes: 49.7% - Ratio emploi-population: 54.1%; jeunes: 36.0%; femmes: 45.6% - Taux de chômage: 8.5%; jeunes: 17.3%; femmes: 8.3% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 2.5 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 19.5%; industrie: 26.1%; services: 54.4% - Proportion de l'emploi vulnérable: 19.3% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 4.1% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 1.9%; à 2 \$ EU par jour: 21.0%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 21.9% - Taux de croissance démographique annuel: 0.7% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 5.3%
Quelques questions à examiner	
- Découragement - Sociétés vieillissantes et à la démographie en déclin - Sous-emploi invisible basé sur une non-concordance des compétences, certaines personnes prenant des emplois qui ne font pas appel à leurs compétences - Gérer les migrations extérieures – exode des cerveaux - Encourager l'investissement et la création d'emplois - Equilibrer flexibilité et sécurité - Travail des enfants	



Economies développées & Union européenne

Indicateurs courants du marché du travail	
Indicateurs du marché du travail - Taux d'activité: 60.2%; jeunes: 50.9%; femmes: 52.7% - Ratio emploi-population: 56.4%; jeunes: 44.2%; femmes: 49.1% - Taux de chômage: 6.4%; jeunes: 13.2%; femmes: 6.7% - Ratio des jeunes par rapport au taux de chômage des adultes: 2.4 - Répartition sectorielle de l'emploi: agriculture: 3.9%; industrie: 24.5%; services: 71.5% - Proportion de l'emploi vulnérable: 9.2% - Productivité du travail: croissance annuelle entre 1997 et 2007: 1.6% - Taux de pauvreté au travail: à 1 \$ EU par jour: 0.0%; à 2 \$ EU par jour: 0.8%	Démographie - Proportion de jeunes dans la population d'âge actif: 15.5% - Taux de croissance démographique annuel: 0.7% Autres - Taux moyen de croissance du PIB 1997-07 : 2.6%
Quelques questions à examiner	
- Qualité des emplois –contrat, heures de travail - Equilibrer flexibilité et sécurité - Disparités salariales entre hommes et femmes - Déclin de l'emploi dans la croissance - Chômage des jeunes - Sociétés vieillissantes - Travailleurs peu qualifiés - Gérer l'immigration	



Annexe 3: Répartition régionale des ICMT

Economies développées & Union européenne

Autriche
Belgique
Bulgarie
Chypre
République tchèque
Danemark
Estonie
Finlande
France
Allemagne
Grèce
Hongrie
Irlande
Italie
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Malte
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Roumanie
Slovaquie
Slovénie
Espagne
Suède
Royaume-Uni

Amérique du Nord
Canada
Etats-Unis

Autres économies développées
Australie
Gibraltar
Groenland
Ile de Man
Israël
Japon
Nouvelle Zélande
Saint-Marin
Saint-Pierre-et-Miquelon

Europe de l'Ouest (hors UE)

Andorre
Islande
Liechtenstein
Monaco
Norvège
Suisse

Europe centrale & du Sud-Est (hors UE) & CEI

Europe centrale & du Sud-Est

Albanie
Bosnie-Herzégovine
Croatie
Serbie et Monténégro
Macédoine, l'ex-République yougoslave de
Turquie

Communauté des Etats Indépendants (CEI)

Arménie
Azerbaïdjan
Belarus
Géorgie
Kazakhstan
Kirghizstan
République de Moldavie
Fédération de Russie
Tadjikistan
Turkménistan
Ukraine
Ouzbékistan

Asie & Pacifique

Asie de l'Est
Chine
Hong Kong, Chine
Corée, République Populaire
Démocratique de Corée, République de

Macao, Chine
Mongolie
Taiwan, Chine

Iles du Pacifique
Samoa américaines
Cook, Iles
Fidji
Polynésie française
Guam
Kiribati
Marshall, Iles
Nauru
Nouvelle Calédonie
Niue
Mariannes du Nord, Iles
Papouasie Nouvelle Guinée
Samoa
Salomon, Iles
Tokelau
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Wallis et Futuna, Iles

Asie du Sud

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Inde
Maldives
Népal
Pakistan
Sri Lanka

Asie du Sud-Est

Brunei Darussalam
Cambodge
Timor oriental
Indonésie
Lao, République Démocratique Populaire du
Malaisie
Myanmar
Philippines
Singapour
Thaïlande
Vietnam

Amérique latine & Caraïbes

Caraïbes

Anguilla
Antigua et Barbuda
Aruba
Bahamas
Barbade
Bermudes
Iles Vierges Britanniques
Caïman, Iles
Cuba
Dominique
République Dominicaine
Grenade
Guadeloupe
Guyane
Haïti
Jamaïque
Martinique
Montserrat
Antilles néerlandaises
Porto Rico
Saint Kitts-et-Nevis
Sainte Lucie
Saint Vincent et les Grenadines
Surinam
Trinidad et Tobago
Turks et Caques, Iles
Iles Vierges des Etats-Unis

Amérique centrale

Belize
Costa Rica
El Salvador
Guatemala
Honduras
Mexique
Nicaragua
Panama

Amérique du Sud

Argentine
Bolivie
Brésil
Chili

Colombie
Equateur
Falkland, Iles (Malouines)
Guyane française
Paraguay
Pérou
Uruguay
Venezuela

Afrique

Afrique du Nord

Algérie
Egypte
Libyenne, Jamahiriya
Arabe
Maroc
Soudan
Tunisie

Afrique subsaharienne

Afrique de l'Est

Burundi
Comores
Djibouti
Erythrée
Ethiopie
Kenya
Madagascar
Malawi
Maurice
Mozambique
Réunion
Rwanda
Seychelles
Somalie
Tanzanie, République Unie de
Ouganda
Zambie
Zanzibar
Zimbabwe

Afrique centrale

Angola
Cameroun
Centrafricaine, République

Tchad
Congo
Congo, République démocratique du
Guinée Equatoriale
Gabon
Sao Tomé et Principe

Afrique australe

Botswana
Lesotho
Namibie
Afrique-du-Sud
Swaziland

Afrique de l'Ouest

Bénin
Burkina Faso
Cap Vert
Côte d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Liberia
Mali
Mauritanie
Niger
Nigeria
Sénégal
Sierra Leone
Sainte-Hélène
Togo

Moyen-Orient

Bahreïn
Iran, République islamique d'
Iraq
Jordan
Koweït
Liban
Oman
Qatar
Arabie Saoudite
Syrienne, République arabe
Emirats Arabes Unis

Rive occidentale et bande de Gaza
Yéme

